

La Presse

I. La Presse. 1858-04-09.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

PARIS DU JOURNAL : Payeur et tirage... 5 centimes; — par an : 48 fr. —
 PROITS VISCERES : Tymphe et port... 10 centimes; — par an : 36 fr. —

Les frais de rédaction, de composition et d'administration, s'élevant ensemble à plus de 300,000 fr. par an, sont payés par les annonces.

RÉDACTION :
 Adresser à M. AD. GUÉROULT, rédacteur principal, toutes les communications relatives à la rédaction,
 Rue Montmartre, 123. — Affranchir.
ARTICLES NON INSÉRÉS : Un mois après l'envoi, les articles non insérés sont brûlés.

ON S'ABONNE A PARIS, RUE MONTMARTRE, 123.
PARIS : TROIS MOIS, 12 FR. 50. | **DÉPARTEMENTS :** TROIS MOIS, 16 FR.
 A LONDRES : Delizy, Davies et Co, 4, Finch lane, Cornhill.
 Le port se paie en sus pour les pays sans échange postal. — Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

ADMINISTRATION :
 Adresser à M. H. ROUY, l'un des gérants, les demandes et réclamations relatives aux abonnements,
 Rue Montmartre, 123. — Affranchir.
ANNONCES ET AVIS PAYÉS : S'adresser à M. PANIS, régisseur, place de la Bourse, 8.

Paris, vendredi 9 avril.

BULLETIN DU JOUR.

Les nouvelles, aujourd'hui, sont sans importance. La partie officielle du *Moniteur* ne contient que la promulgation de divers projets de loi récemment approuvés par le Sénat.

En Angleterre, le Parlement chôme toujours, et les journaux ne traitent aujourd'hui aucun sujet digne d'être remarqué. Les nouvelles des Indes donnent la prise de Lucknow comme un fait, à peu de chose près, consommé; les cipayes vaincus se retirent dans la direction de Rohilcund, vivement poursuivis par les Anglais.

La prise de la capitale du royaume d'Oude marque la fin de la lutte ouverte entreprise par l'insurrection hindoue. Les Anglais n'ont plus à redouter maintenant qu'une guerre de partisans, qui n'est pas, du reste, à mépriser; car dans ces contrées brûlantes, et avec les chaleurs qui vont commencer, les privations, les marches et le soleil sont plus à redouter pour eux que le feu d'un ennemi désormais plus difficile à atteindre qu'à réduire.

Le *Globe* annonce que le grand jury a rendu un verdict d'accusation contre Simon Bernard, Allsop, Orsini, Pieri, Gomez et Rudio, pour conspiration contre l'empereur des Français; il a en même temps prononcé la mise en accusation de Edward Truelove et Stanislas Tcherwenski, comme inculpés d'avoir publié une brochure tendant à exciter des personnes à assassiner l'empereur des Français. La poursuite contre Simon Bernard, pour complicité dans l'attentat du 14 janvier, sera portée devant le grand jury. Lord Campbell prononcera le réquisitoire. Les débats ouvriront lundi.

Une dépêche télégraphique, que nous donnons plus loin, annonce la perte, sans dire dans quels parages, du paquebot des Messageries impériales l'*Egyptus*.

L'affaire du *Cagliari* paraît devoir se compliquer d'une nouvelle circonstance. Lord Malmesbury a écrit au gouvernement napolitain que les deux mécaniciens anglais qui viennent d'être mis en liberté avaient complètement ignoré la conspiration, qu'ils avaient agi par contrainte, et que les faits, par conséquent, ne sauraient motiver la longue détention de ces deux sujets britanniques. Cette réclamation se terminera vraisemblablement par une demande de dommages-intérêts en faveur de Watt et de Parks.

De Constantinople, on annonce quelques changements ministériels. Ce qui ne change guère, c'est la situation des provinces turques, qui, en Asie comme en Europe, présentent un coup d'œil peu satisfaisant. Ainsi, nous apprenons aujourd'hui qu'Omer-Pacha vient d'inaugurer sa prise de possession du pachalik de Bagdad, en livrant une espèce de bataille à des tribus arabes qui avaient refusé de lui fournir des provisions de bouche pour ses soldats. Après plusieurs sommations infructueuses, le nouveau gouverneur fit appel à la force, et, trouvant de la résistance, employa le canon, tua aux Arabes

400 hommes et leur fit 50 prisonniers qu'il incorpora dans ses troupes; en Turquie, cela s'appelle gouverner.

On écrit de Madrid que le gouvernement a démenti les bruits de fusion dynastique qui avaient couru dernièrement. On dément aussi l'intention prêtée au ministère de mettre en vigueur la loi sur la presse avant de l'avoir fait voter régulièrement par le Congrès.

On annonce que le duc de Malakoff doit partir lundi pour se rendre à son poste.

AD. GUÉROULT.

L'agence Havas nous transmet les dépêches suivantes :

« Londres, 9 avril.

« Le comte de Persigny est parti hier soir. Le duc de Malakoff est attendu lundi prochain.

« On a des nouvelles de New-York du 26. Le colonel Lockbridge paraît être dans l'intention de révolutionner le Mexique.

« Les Français établis en Californie envoient une adresse de félicitations à l'empereur Napoléon III.

« Les fonds sont fermes. »

« Londres, 8 avril.

Dépêche officielle.

« Dans les attaques des 11 et 12 mars, les Anglais n'ont pas perdu 100 hommes. Le 13, Lucknow était presque entièrement occupé.

« Nana, avec les chefs des insurgés, était à Jehanpore. »

« Trieste, 8 avril.

« Les nouvelles de Constantinople sont du 1^{er} avril.

« La Porte réclame contre les nominations des Grecs Bulgares naturalisés Turcs à des consuls russes en Turquie.

« M. de Lesseps se rend à Alexandrie, puis de là à Paris.

« Atta-Bey a été envoyé en Syrie pour examiner les griefs des chrétiens. »

« Trieste, 8 avril.

« On mande de Constantinople, le 3, que Ghalib-Pacha, ministre des fondations pieuses, a été nommé ministre du commerce, et qu'il a été remplacé aux fondations pieuses par Hassib-Pacha, ministre des finances. Musa-Sofet-Pacha, ministre sans portefeuille, a passé aux finances. Ethem-Mahmoud et Ichean-Pacha ont été nommés membres du conseil d'Etat.

« L'archevêque de Salonique a accepté le patriarchat d'Alexandrie.

« Le vapeur des Messageries *Egyptus* a échoué; le bâtiment est perdu; mais les passagers et le chargement ont été sauvés.

« Le colonel Williams est nommé ministre résident des Etats-Unis d'Amérique près la Porte. »

« Saint-Petersbourg, 8 avril.

« M. Brock, ministre des finances, a donné sa démission, qui a été acceptée par un rescrit flatteur pour le ministre.

« M. Kniaschewitch, sénateur, a été nommé ministre des finances.

« L'*Abeille* du Nord combat vivement l'occupation de l'île de Périm.

« Madrid, 8 avril.

« Dans la séance du Congrès d'hier, le gouvernement a déclaré qu'il n'existait aucun projet de fusion dynastique en Espagne ni ailleurs. »

Nous trouvons dans le *Times* la dépêche suivante, qui paraît résumer d'une manière complète les dernières nouvelles reçues de l'Inde :

« Malte, 7 avril, 2 heures du soir.

« Nous avons reçu par le *Candia*, qui est arrivé à Suez le 29 du mois dernier, des nouvelles de Bombay du 28 mars, de Calcutta du 8, de Hong-Kong du 27 février. Les nouvelles les plus récentes

de Lucknow sont datées du 15 mars au matin. Presque toute la ville était alors en notre pouvoir, mais quelques rebelles y restaient encore. »

« Le général Outram ayant tourné la ligne des ouvrages de l'ennemi sur le canal, la Martinière avait été emportée d'assaut par sir Edward Lugard, et la ligne des ouvrages avait été prise le 9. L'hôtel de la Banque était aussi occupé. Le 11, Djung-Bahadour avait marché en ligne, et le 93^e régiment, appuyé par le 42^e, avait emporté d'assaut le palais de la reine. »

« Notre perte n'a pas été de 100 hommes tant tués que blessés; l'ennemi a perdu 500 hommes. Au même moment, Outram, au nord du Goumpti, s'était emparé du pont en pierre et avait tué en pièces 500 ennemis. Le même jour, nos canons se sont mis en mouvement, et on s'est emparé des bâtiments qui se trouvaient devant le palais de la reine. Le 14, avec l'aide des Ghoukas, on a emporté d'assaut l'Imanbarah. »

« On a alors pénétré dans le kaiserbagh, et on l'a fortement occupé après avoir battu la toute la journée. 24 canons ont été pris. Le général Outram a ensuite traversé le pont en fer et a ouvert son feu sur l'ennemi, qui était en fuite. Notre perte n'était pas connue à Bombay, mais on croyait qu'elle était peu considérable. »

« Le 15, l'ennemi, chassé par l'artillerie, fuyait en grand nombre hors de la ville. On avait envoyé à sa poursuite deux colonnes de cavalerie et d'artillerie, sous les ordres des brigadiers Campbell et Hope Grant. Maun-Singh était venu dans le camp de Djung-Bahadour. Il avait préalablement envoyé Miss-Orr, Sir Hugh Rose marchant sur Jhansi avec la seconde brigade des troupes de campagne de l'Inde centrale. »

« Le district rebelle de Chagard avait été annexé aux possessions britanniques par sir Robert Hamilton. La première brigade assiégeait Thanderi. Le général Whittlock était arrivé à Sangor le 7 mars, étant en avant de la colonne, qui avait fait halte à Duhmo. Le 3 mars, il y avait eu une panique à Calcutta. Le président, en conseil, avait fait appel aux volontaires, et on avait placé des canons sur les ponts. »

« On avait reçu aussi que les cipayes de Barakpore, qui devaient remplacer cette nuit la garnison du fort, allaient prendre les armes et attaquer la ville. Néanmoins, tout s'est passé tranquillement. »

« Change à Bombay, 2 s. 11/4 pour de bons effets. A Calcutta, les achats continuent d'avoir lieu dans des proportions limitées sur le marché des importations. Le taux d'intérêt de la Banque n'avait pas changé. »

« Chine. — Les braves se réunissent en grand nombre autour de la ville, résolus à faire une tentative pour prendre de nouveau la ville. Les représentants des puissances alliées se préparaient à partir pour le Nord; mais on disait qu'on avait abandonné la pensée d'aller à Pékin cette année. »

« L'*Inflexible*, ayant à son bord le prisonnier Yeh, était arrivé à Singapour le 1^{er} mars. »

« Le change à Hong-Kong était à 4 s. 9 1/4. »

« Changhaï, 20 février. — Il se faisait très peu d'affaires pour l'importation. Le prix de la soie était nominal sur les dernières cotes. »

« Change, 6 s. »

SIMPLE REPONSE AU TIMES.

Nous n'avons point à revenir sur l'île de Périm ni sur le canal de Suez; ces questions seront traitées en temps et lieu. Mais il est de notre devoir de répondre au singulier article que le journal le *Times* vient de publier sur ces importants sujets, et dont nous avons reproduit hier un assez long extrait.

En vérité, le *Times* perd la tête et ne sait sur qui faire porter le poids de sa mauvaise humeur. Il s'en prend à la presse continentale et l'accuse tout simplement de divaguer. Sa conclusion, la voici : le sultan ou l'iman de Mascate ont seuls des droits sur Périm, et le jour où ils réclameront, l'Angleterre sait de quelle façon elle a à leur répondre.

Quant au canal de Suez, on n'a pas la moindre intention de l'exécuter, dit le *Times*; mais, par l'installation d'une compagnie française sous la protection de la France, sur la route que suivent les malles anglaises, de l'Inde, on espère entraver tous les projets ayant pour but la perfectionnement du mode de transit. D'ailleurs, ajoute l'organe de lord Palmerston, l'entreprise projetée est si extraordinaire et si impraticable, qu'elle ne peut avoir en vue

le développement des intérêts commerciaux; si elle avait été possible, l'Angleterre l'aurait tentée.

Belle raison, vraiment ! Mais pourquoi le *Times* feint-il d'ignorer la cause, la seule cause vraie de la résistance de l'Angleterre à l'exécution d'un projet éminemment libéral ? Ce journal nous paraît changer bien vite d'opinion ; il a été moins rude à l'idée du percement de l'isthme de Suez, qui, avec le temps, et en dépit de ses efforts, comme toutes les choses bonnes et utiles, arrivera à solution.

Nous nous bornons à dire au *Times* que la compagnie qui a fait les études du canal de Suez à Peluse n'est pas une compagnie française, mais une réunion d'ingénieurs de tous pays, c'est-à-dire une compagnie universelle. Cette idée n'est ni aussi extravagante ni aussi impraticable qu'il veut bien le dire aujourd'hui, car la plupart des conseils généraux et l'Académie des Sciences, en France, les congrès, les académies, les sociétés scientifiques, les chambres de commerce de toutes les nations, les hommes politiques éminents, ont réclamé son exécution. Enfin, dans les grands centres industriels de l'Angleterre même, les manufacturiers et les armateurs ont émis une opinion favorable au percement de l'isthme, et de nombreux meetings où la praticabilité de l'idée était unanimement admise en principe sont là pour démontrer la vérité de notre assertion.

Seuls, le *Times* et ses patrons ont-ils raison contre tout le monde et contre eux-mêmes ? Le contraire ressort de l'article même de ce journal, qui refuse de reconnaître à la presse continentale le droit de s'occuper d'une question universelle et civilisatrice. Nous avons à lui apprendre que la France a fait au moins autant, sinon plus que l'Angleterre, pour l'Egypte, sans afficher ses bienfaits, et qu'elle est représentée dans ce pays par des citoyens très distingués, au lieu de l'être par des aventuriers, ainsi que l'affirme si péremptoirement notre adversaire.

Le commerce français se centralise, en Egypte, entre les mains des représentants de plusieurs maisons de Paris et de Marseille; ces négociants, dont la plupart sont des notabilités, il n'appartient à personne, pas même au *Times*, de les flétrir d'une qualification injurieuse, parce que, tant à cause de leur probité privée qu'à cause de leur loyauté traditionnelle en affaires, tout le monde les honore, en Egypte comme en France, et même en Angleterre, n'en déplaise au *Times*.

CHAROLAIS.

NOUVELLES D'ITALIE.

(Correspondance particulière de la Presse.)

« Milan, 30 mars.

« Je ne prends jamais la plume sans un profond sentiment de tristesse, lorsqu'il me faut parler de mon beau et malheureux pays. Tout autour de nous, les traités de 1815 ne sont plus qu'une lettre morte : la Belgique les a violés en se séparant de la Hollande, la France en mettant un Napoléon sur le trône, l'Autriche en s'établissant à Cracovie par la force des baïonnettes; pour nous, pour nous seuls, ils sont toujours la loi et les prophètes; nous ne pourrions sans crime les transgresser le moins du monde. Aussi qu'arrive-t-il ? Toutes les avances, tous les ménagements de l'administration autrichienne sont en pure perte.

« Voici un prince aimable, bienveillant, généreux, l'archiduc Maximilien, dont les inspirations sont secondées, développées peut-être, par l'archiduchesse Charlotte, sa femme, qui est née au milieu des joies de l'indépendance reconquise par les Belges, et qui a sucé dès

son berceau le lait nourrissant de la liberté; eh bien ! appelle-t-il à lui, dans ses réceptions, la noblesse, la bourgeoisie même du pays; huit dames, huit, entendez-vous, répondent à son appel. Les autres sont de sa cour, venues de Vienne tout exprès, afin de rendre moins sensible le vide significatif qui se fait autour de lui. Parait-il à la promenade, au théâtre, les rues, les quais, les bords de la salle deviennent aussitôt déserts. A Venise, dans un ballet parait un figurant chargé de représenter le doge de la sérénissime république : un tonnerre d'applaudissements salue ce comparse au passage.

« Une dame, la fille du général Nugent, mariée au marquis Strozzi, se montre dans sa loge portant une coiffure de plumes jaunes et noires; d'innombrables sifflets, d'insultantes exclamations accueillent l'apparition des couleurs autrichiennes; il faut fermer le théâtre, et, quand on le rouvre, prier M^{me} la marquise de ne s'y point présenter de quelques jours.

« De tels faits sont l'indice d'une situation grave. Il n'y a point de fusion, de conciliation possible entre les maîtres étrangers et les sujets malgés eux. Tout peuple a, devant Dieu, le droit soit de se gouverner lui-même, soit de choisir librement celui à qui il en veut commettre le soin. L'archiduc Maximilien commence-t-il à se convaincre de cette vérité ? Il est certain, tout au moins, qu'il n'est pas loin de jeter le manche après la cognée. On assure qu'il a offert sa démission à l'empereur, et, quand même le fait serait contourné, on ne peut douter qu'il ait abdiqué moralement. Nous voici plus que jamais sous le régime de la police; vous vous en apercevrez de reste en apprenant les tristes provocations par lesquelles elle signale sa restauration.

« Le 22 mars, jour anniversaire de la révolution de 1848, la *Gazette officielle de Milan* et la *Gazette de Venise* publiaient, évidemment par ordre, d'insultantes articles pour flétrir ce généreux effort en faveur de l'indépendance nationale, et pour comparer les bienfaits de l'administration autrichienne aux malheurs de tout genre qui affligent le Piémont constitutionnel.

« Le poète piémontais Prati, un furieux de modération, est brutalement expulsé de Milan et de la Lombardie, où il était venu pour affaires. La publication de l'*Histoire de Venise*, par César Cantù, un modéré aussi, un catholique, mais qui n'a pas oublié qu'il était Italien, vient d'être interdite. Enfin, par une de ces imprudences que Jupiter permet quelquefois quand il veut perdre les hommes ou les gouvernements, un arrêté en date du 9 mars interdit, pour motifs d'ordre public, les courses de chevaux qui devaient avoir lieu. Peut-on trahir plus maladroitement les alarmes d'un pouvoir auquel cent mille baïonnettes n'ont pu faire prendre racine dans le pays ?

« Cependant la mort, qui a frappé depuis quelques mois tant de têtes illustres en Europe, continue parmi nous ses ravages. Après Radetsky, aux funérailles de qui la municipalité milanaise nommée par l'Autriche a refusé d'assister, disparaît à son tour le général Gorkowsky, gouverneur de Venise, soldat brutal et ignorant, mais infiniment moins cruel, et despotique que ceux qui avaient occupé cette position avant lui. Ici achève de mourir l'archevêque Romilli, nommé en 1847, aux jours où grondait déjà la tempête, et où le conseil autique avait jugé prudent de remplacer sur le siège épiscopal de Milan un Autrichien par un Italien. Concession insignifiante et qu'il nous importe peu de voir se renouveler; pour obtenir un emploi de l'Autriche, ne faut-il pas se faire d'autant plus Autrichien de cœur qu'on ne l'est pas de naissance ? »

Pour extrait : E. PAUCHET.

BILAN MENSUEL DE LA BANQUE DE FRANCE

Au jeudi 8 avril 1858.

ACTIF.	
Argent-monnaie et lingots.....	158,702,216 83
Numéraire dans les succursales.....	224,128,045
Effets échus hier à recevoir ce jour.....	524,968 02
Portefeuille de Paris, dont 72,484,230	

fr. 23 c. provenant des succursales.....	200,915,621 46
Portefeuille des succursales, effets sur place.....	215,410,897
Avances sur lingots et monnaies dans les succursales.....	1,701,500
Avances sur lingots et monnaies dans les succursales.....	1,758,500
Avances sur effets publics français dans les succursales.....	25,632,200
Avances sur actions et obligations de chemins de fer.....	9,433,800
Avances sur actions et obligations dans les succursales.....	66,910,858 38
Avances sur obligations du Crédit foncier.....	17,346,650
Avances sur obligations dans les succursales.....	339,900
Avances à l'Etat sur le traité du 30 juin 1848.....	100,700
Rentes de la réserve de la Banque des succursales (ex-banques).....	50,000,000
Rentes, fonds disponibles.....	12,980,750 14
Actions nouvelles non libérées.....	52,188,403 58
Hotel et mobilier de la Banque.....	20,949,425
Immeubles des succursales.....	4,000,000
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	5,687,309
Divers.....	1,167,988 16
	3,327,947 33
	1,073,486,289 92

PASSIF.

Capital de la Banque.....	91,250,000
Capital nouveau.....	91,250,000
Bénéfices en addition au capital (art. 8, loi du 9 juin 1857).....	1,435,508 74
Reserve de la Banque et des succursales (ex-banques).....	12,980,750 14
Reserve nouvelle.....	9,425,000
Reserve immobilière de la Banque.....	4,000,000
Billets au porteur en circulation de la Banque.....	544,797,800
Billets au porteur en circulation des succursales.....	41,036,300
Billets à ordre payables à Paris et dans les succursales.....	6,428,949 80
Récépissés payables à vue à Paris et dans les succursales.....	2,659,731
Compte-courant du trésor créancier.....	92,836,752 15
Comptes-courants de Paris.....	130,761,182 29
Comptes-courants dans les succursales.....	27,874,606
Dividendes à payer.....	647,639 25
Arrérages de valeurs transférées ou déposées.....	3,058,884 16
Escompte, et intérêts divers à Paris et dans les succursales.....	7,656,077 68
Récompte du dernier semestre à Paris et dans les succursales.....	2,209,982 32
Divers.....	3,437,129 19
	1,073,486,289 92

Certifié conforme aux écritures.

Le gouverneur de la Banque de France,
 Comte DE GÉRMAIN.

La Banque de France, de même que tous les autres établissements financiers de l'Europe, se ressent de la prostration prolongée des affaires commerciales. Le numéraire s'accumule dans ses caisses, et ses opérations ont été presque nulles pendant le mois de mars. Son encaisse présente depuis le mois dernier une augmentation de 45 millions 1/2 et s'élève à 383 millions; dont 438 millions 1/2 à Paris et 224 millions dans les succursales, tandis que les portefeuilles ont diminué de 48 millions 1/2, et ne s'élèvent plus qu'à 201 millions à Paris et à 215 millions 1/2 dans les succursales. On se rappelle qu'au mois de novembre dernier, la Banque n'avait plus en caisse que 189 millions pour un chiffre de portefeuille de 588 millions.

Le commerce, n'ayant entrepris aucune opération nouvelle de quelque importance, a été presque exclusivement occupé de liquider l'arriéré. Il a fait peu de réglemens nouveaux, mais il a fallu consentir, d'échecs en échecs, à de nombreux renouvellements d'effets. Mais cette liquidation difficile paraît être à peu près achevée, et le commerce pourrait se livrer sans crainte à de nouvelles affaires, si le placement de ses marchandises n'était pas encore entravé par l'encombrement des produits dans les magasins et

FEUILLETON DE LA PRESSE

DU VENDREDI SOIR 9 AVRIL 1858.

LES BALEINIERS

DES
 TERRES ANTIPODIQUES.

FRAGMENTS DU JOURNAL DE VOYAGE

DU DOCTEUR

FELIX MAYNARD.

XIX (Suite).

Tandis que Taillevent s'apitoyait ainsi sur sa prodigieuse passe, tout en faisant sautiller au soleil les facettes des verres colorés de sa bijouterie, une de ces dames, la grande coquette d'Oteta, la femme légitime et peu sévère du tayo (1) de l'Asia, jetait de longs regards de convoitise sur la pacotille du matelot, et tendait la main pour recevoir soit une paire de boucles d'oreilles, soit une bague, soit une chaîne de montre.

— Elle n'est pas dégoûtée, madame Kar-Kar, la blonde; on l'en donnera, de la bijouterie du Havre, prend garde !

Mais la Kar-Kar n'était pas femme à reculer devant un refus; la passion de l'échange est très développée chez les Océaniens et surtout chez les Océaniques; elle proposa au harpeneur de troquer ses boucles d'oreilles à elle contre une paire de celles contenues dans la boîte.

La reproduction et la traduction sont interdites. — Voir la *Presse* du 23 mars au 8 avril.

(1) Chaque navire en relâche a son tayo, c'est l'ami, le commissaire, le fournisseur accrédité du bord. Le nôtre se nommait Kar-Kar.

Je fis signe à Taillevent d'accepter sans marchandage, et de donner ce qu'il avait de mieux à M^{me} Kar-Kar.

Taillevent, plein de confiance en moi, lui présenta des poires en fausses perles qui valaient bien cinq sous la pièce.

M^{me} Kar-Kar, en échange, détacha ses boucles d'oreilles et les lui donna.

C'était tout bonnement de grosses pièces d'or espagnoles, connues sous le nom d'onces.

En effet, les insulaires n'emploient pas autrement la monnaie des peuples civilisés, dont ils ne connaissent la valeur, que comme ornement. A peine possèdent-ils une pièce d'or ou d'argent, qu'ils la perforent, l'enfilent avec un laet de phormium, et en font des colliers, des boucles d'oreilles, des bracelets.

Chaque tribu possède ainsi un énorme capital, produit du commerce, mais surtout des meurtres et du pillage.

Taillevent ne pouvait croire à sa bonne fortune. Je fus obligé de lui répéter vingt fois que ces deux pièces étaient de l'or le plus pur, et qu'elles valaient à elles deux 168 francs, c'est à dire qu'il avait déjà plus que huit fois doublé son capital.

M^{me} Kar-Kar, de son côté, alla se pavaner avec ses poires de fausses perles parmi ses compagnes.

L'exemple fut contagieux; les femmes d'Oteta et des autres tribus de la péninsule accoururent à qui mieux mieux, pour proposer à Taillevent des échanges semblables, et le cuivre de la pacotille devint or, ce qui ne contribua pas peu à guérir Taillevent de sa mélancolie.

J'ai ouï dire que, depuis notre retour, se promenant sur les quais du Havre, Taillevent retrouvait sa jolie marchande avec un petit équilibre devant elle; alors, il se rappela qu'elle avait été son bon ange, et considéra les cinq ou six mille francs produits par l'échange des bijoux faux contre les pièces d'or des Nouveaux-Zélandais comme étant la dot naturelle de la jeune fille.

Il l'épousa, et M^{me} Taillevent est aujourd'hui reine du comptoir d'un petit café que fréquentent les marins, et surtout les marins baleiniers du port.

XX.

Le port Olive.

Un matin, mon ami le roi Thy-ga-rit qui, lorsqu'il venait nous rendre visite, ne manquait jamais d'arriver quelques instants avant nos repas afin d'honorer notre table de sa présence, apparut le long du bord avec sa grande pirogue. Quinze femmes parfaitement nues lui servaient de canotiers, et l'embarcation était chargée de paniers

Les entrepreneurs, et par impossibilité de les écouler sur les marchés étrangers, où les prix sont tombés, sur certains articles, de 20 à 25 0/0 au-dessous des nôtres.

Il paraît cependant qu'une légère amélioration a déjà eu lieu depuis la fin de mars dans les opérations de la Banque de France, et que le commerce a commencé à apporter quelques bordereaux d'effets. Ce mouvement ne deviendra sensible que dans le courant du mois de mai.

Il semble, d'après les chiffres que nous venons de donner, que la Banque de France aurait pu sans danger réduire le taux de l'escompte au-dessous de 4 0/0; mais elle a pensé que les conditions actuelles de l'escompte étaient assez modérées pour favoriser toutes les affaires régulières, et qu'un plus bas intérêt n'aurait pas pour résultat d'activer les opérations.

La circulation des billets s'est accrue de 22 millions, et elle s'élève à 583 1/2 millions. Mais cette augmentation porte exclusivement sur la Banque centrale; il y a même une diminution de 2 millions dans les compteurs. Ce résultat doit être attribué aux avances que la Banque de France a faites aux Compagnies de chemins de fer sur dépôts d'obligations, car c'est à peu près le seul genre d'opérations qui ait conservé depuis un mois une certaine activité. Les avances faites par la Banque ont augmenté de 4 million et demi sur rentes et de 47 millions sur valeurs de chemins de fer. On sait que la Banque, d'après son traité du mois de décembre dernier, a mis à la disposition des Compagnies un premier crédit de 50 millions, et qu'elle doit chercher elle-même à placer, soit directement dans sa clientèle des succursales, soit par le ministère des agents de change, les obligations sur lesquelles elle a fait des avances, et qu'elle tient compte ensuite aux Compagnies du produit de ce placement. Quoique l'écoulement des obligations de chemins de fer se fasse lentement par suite de l'encombrement qui existe déjà sur la place pour ce genre de valeurs, le capital réalisé par les Compagnies paraît avoir déjà dépassé le chiffre de 50 millions; mais les ventes successives ont permis à la Banque de continuer ses avances.

On ne peut se dissimuler néanmoins que ce ne soit une ressource insuffisante pour les Compagnies de chemins de fer, dont les besoins d'argent se renouvellent plus rapidement que les ressources mises à leur disposition par la Banque. Cette question des obligations est de nouveau examinée par le gouvernement et par les Compagnies, et il est à désirer qu'on arrive promptement à une solution qui satisfasse les Compagnies, tout en arrêtant les émissions continuelles, qui absorbent tous les capitaux disponibles de la place et portent un préjudice notable aux cours des autres valeurs.

M. le gouverneur de la Banque, dans son rapport annuel à l'assemblée des actionnaires, regrette le peu de développement qu'avaient pris jusqu'alors les avances sur les obligations du Crédit foncier. Mais le public s'est occupé davantage de ces valeurs depuis le commencement de l'année. L'agriculture et la propriété commencent à en comprendre tous les avantages et à les rechercher. Aussi les avances faites par la Banque sur ce genre d'obligations ont sensiblement augmenté, elles s'élevaient à 325,600 fr. en février; à 334,400 fr. en mars, et elles ont atteint ce mois-ci un chiffre de 439,600 fr.

Le compte courant du trésor n'a diminué que de 4 millions et s'élève encore à 93 millions, quoique le Trésor ait eu, depuis le 22 mars dernier, à payer le coupon de semestre de la rente 4 1/2 0/0. Mais, d'un autre côté, les rôles des contributions n'ont été mis en recouvrement que dans les premiers jours de mars, et ont dû faire rentrer de fortes sommes au Trésor.

Les comptes-courants divers ont augmenté de 9 millions, et s'élèvent à 458 millions 1/2. La négociation du papier de commerce étant presque nulle, attendu qu'il n'existe presque pas de matières escomptables, les grandes maisons de ban-

que sont obligées de laisser une partie de leurs capitaux en compte-courant à la Banque de France.

Le produit des escomptes et intérêts représentant les bénéfices des actionnaires de la Banque, qui avait été de 1,680,755 fr. 73 c. au mois de février, s'est élevé, pour le mois de mars, à 1,536,475. Mais le coupon de semestre des rentes 4 1/2 0/0 appartenant à la Banque figure dans ce dernier chiffre, ce qui indique une diminution réelle très importante dans les opérations du mois.

Les actions nouvelles de la Banque non libérées ne figurent plus que pour 20,029,425 fr. Les versements se sont élevés, depuis un mois, à 7,273,243 fr.

Voici quelles ont été les modifications qu'ont éprouvées les principaux chapitres des bilans de la Banque pendant les mois de janvier, février, mars et avril :

	31 janv.	31 févr.	31 mars.	30 avril.
Encaisse.....	251 millions.	282 1/2 millions.	337 1/2 millions.	383 millions.
Portefeuilles.....	544	472 1/2	434 1/2	416
Avances sur rentes.....	32	31	33 1/2	35
Avances sur ch. de fer.....	49	62 1/2	67	84
Avances sur lingots.....	5 3/4	4	4	2 1/2
Circulation.....	581	573 1/2	563	555 1/2
Compte cour. du Trésor.....	63	78 1/2	94	93
Comptes courants divers.....	175	146	149 1/2	158 1/2

ALP. LAUVRAY.

Le projet de loi tendant à accorder des secours ou des pensions aux familles des victimes et aux blessés de l'attentat du 14 janvier 1858 est soumis en ce moment au Corps législatif.

L'exposé des motifs dit que l'explosion a atteint 160 personnes, dont neuf ont succombé. Cinq d'entre elles laissent une veuve et des enfants; les quatre autres étaient célibataires. En outre, treize personnes ont reçu des blessures entraînant une infirmité permanente.

Le projet de loi propose de concéder aux veuves une pension de 1,000 fr.; aux pères et aux mères, une pension de 600 fr., réversible au survivant; enfin, une pension de 600 fr. aux blessés restés infirmes, et une pension de 1,500 fr. en considération de la gravité tout exceptionnelle de la blessure.

Il prévoit, en outre, une somme de 30,000 fr. à distribuer en secours aux personnes blessées moins gravement et dont la position est malheureuse.

Ces pensions seront inscrites au livre des pensions civiles du Trésor public, avec jouissance à partir du 14 janvier 1858. Elles ne seront pas sujettes aux lois prohibitives du cumul, et seront assimilées aux pensions inscrites à titre de récompense nationale.

Le tableau qui accompagne le projet de loi contient les noms des titulaires de 6 pensions de 1,000 fr. et de 24 pensions de 600 fr. — E. Pauchet.

CORPS LEGISLATIF.

Sommaire de la séance du jeudi 8 avril 1858.

Présidence de M. NÉVELL, vice-président.

Ouverture de la séance à deux heures. Congé accordé à M. le comte Caffarelli.

Lecture d'une lettre de M. le général Gellibert des Séguins, qui s'excuse sur sa santé de ne pouvoir, pendant quelque temps, prendre part aux travaux de la Chambre.

Présentation de quatre projets de lois d'intérêt local.

Dépôt, par MM. le colonel Hennocque, Giscard, le baron d'Herincourt et le comte du Couedic, de rapports sur des projets de lois d'intérêt local.

Adoption de deux projets de lois concernant :

Un emprunt et une imposition extraordinaire pour la ville de Morlaix (Finistère);

La réunion d'une partie de la commune d'Izenze à la commune de Moulins (Ailier);

Adoption au scrutin du projet de loi concernant une surtaxe à l'octroi de Poullan (Finistère);

Discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1855.

M. OLIVIER rend hommage à la clarté avec laquelle est rédigé le rapport fait, au nom de la commission, par M. Lequien; mais il reproche à M. le rapporteur de n'avoir pas tiré les conclusions de ses prémisses. Selon lui, on n'a pas procédé, à l'égard des comptes de 1855, d'une manière régulière et normale; on s'est écarté du principe qui veut que les dé-

penses extraordinaires soient soldées sur les ressources extraordinaires. C'est pour rentrer dans la règle que l'on aurait institué une commission administrative chargée d'opérer la distinction des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires des ministères de la guerre et de la marine. L'orateur, en invoquant le rapport, dit que, si la confusion de ces deux natures de dépenses n'eût pas existé, on aurait eu, dans les comptes de 1855, au lieu d'un excédant de 394 millions, un déficit de 64 millions.

M. VITRY, président de section au conseil d'Etat, commissaire du gouvernement, répond que ni le préopinant ni la commission ne pourraient revendiquer le mérite d'avoir trouvé le découvert dont il vient d'être parlé; car c'est dans un rapport adressé à l'empereur par le ministre des finances qu'un découvert de 50 à 60 millions a été signalé comme pouvant résulter de la comparaison des services ordinaires avec les recettes ordinaires. Il y a un déport à faire entre les dépenses de guerre proprement dites et les dépenses ordinaires des départements de la guerre et de la marine. Mais la distinction entre les dépenses ordinaires et celles extraordinaires était impossible à faire dès l'origine. Ce travail fort compliqué ne pouvait être fait que par une commission administrative; elle a été nommée, et, par sa composition, elle offre toutes les garanties désirables. Tout s'est passé d'une manière normale et régulière; parler de procédés anormaux est une véritable injustice. Bien loin de là, tout témoigne de la volonté absolue du gouvernement de répandre sur les comptes de 1855 le jour le plus complet.

M. LEQUIEN, rapporteur, déclare que la commission a reconnu qu'il y avait impossibilité pour le gouvernement de procéder autrement qu'il ne l'a fait. La commission est convaincue que le gouvernement, en instituant une commission administrative, a eu en vue non pas de constater une régularité de comptabilité dont l'existence ne peut être mise en doute, mais de donner une complète satisfaction au désir qu'a le pays de savoir combien la guerre a coûté, combien il a été dépensé sur les ressources créées en vue de la guerre.

Les articles du projet de loi sont mis aux voix et adoptés. Au scrutin, sur l'ensemble, le projet de loi est adopté par 228 suffrages contre 4 sur 232 votants.

Demain vendredi, réunion dans les bureaux. Séance publique lundi.

Approuvé par la commission, le 8 avril 1858.

Le chef des secrétaires-rédacteurs, DENIS DE LAGARDE.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

EMPRUNT DE CINQUANTE MILLIONS.

Le tirage annuel des lots aura lieu le 1^{er} mai 1858.

Le 1^{er} n° sortant gagnera... 400,000 fr.

Le 2^e... 40,000

Le 3^e... 40,000

Les 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e, chacun... 4,000

Les obligations de cet emprunt, émises au prix de 205 fr., rapportent un intérêt de 9 fr., payables au Trésor les 1^{er} juillet et janvier de chaque année, sont remboursables en trente années au prix de 225 fr., et participent chaque année au tirage des lots.

Elles sont, comme la rente, exemptes d'impôt et du droit de mutation; au taux d'émission, elles représentent de la rente 30/0 au taux de 68 fr. 33 c., avec le double avantage de prendre part au tirage des lots et d'être remboursées avec une prime de 9 0/0.

Comparées aux obligations de la ville de Paris, qui sont cotées 405 fr., elles offrent sur le prix d'achat un avantage de 15 0/0.

On peut se procurer des obligations au prix d'émission, soit 205 fr. pour les titres entièrement libérés, ou 452 fr. 65 c. pour les titres qui ont à effectuer au 1^{er} juillet prochain un versement pour solde de 52 fr. 35 c. chez MM. Saint-Paul et C^e, banquiers soussignataires de l'emprunt, rue Saint-Arnaud, n° 8.

Les bureaux sont ouverts tous les jours, y compris le dimanche, de huit heures du matin à cinq heures du soir.

Le 1^{er} novembre prochain aura lieu le tirage au sort de 2,233 obligations remboursables à 225 fr.; le 1^{er} mai suivant, de 2,278 obligations, et ainsi progressivement de six en six mois.

Les souscripteurs des départements pour-

ront effectuer leurs versements, au compte de MM. Saint-Paul et C^e, dans les succursales de la Banque de France; remettre des billets de banque ou prendre des mandats chez MM. les receveurs généraux ou banquiers, en déduisant les agios ou commissions qu'ils auront à payer, MM. Saint-Paul et C^e prenant ces frais à leur charge.

Faits divers.

D'après une disposition additionnelle au budget de 1859, la Caisse des dépôts et consignations est autorisée à céder directement à la dotation de l'armée la portion de rentes qu'elle doit allouer pour augmenter son fonds de roulement. Cette opération aura lieu sans intermédiaire et sans recourir à des négociations à la Bourse.

Sur les prix de vente de ces rentes, il sera prélevé une somme de 12 millions qui sera affectée à l'atténuation des découverts du Trésor, dans les termes et aux conditions déterminées par la loi du 19 juin 1857.

Ces mesures ont été prises dans le but de parer à la décroissance des dépôts volontaires et des consignations judiciaires, que la caisse emploie, soit en prêts aux départements, aux communes et aux établissements publics, soit en achats de rentes sur l'Etat, soit en comptes courants au Trésor.

Afin de faciliter les nombreuses relations qui relient l'Espagne à la France, le gouvernement vient de décider que des agents consulaires français seraient établis à Pampelune et à Saragosse.

Voici, d'après le *Moniteur*, le mouvement des bâtiments de la marine impériale :

« Le transport mixte l'*Adour* est parti le 4 avril de Brest pour le Sénégal, la Guyane et les Antilles.

« Le transport mixte la *Saine* a mouillé à Lorient le 3 avril, venant de Rochefort.

« Le transport la *Pindade* est parti de Brest pour Lorient et Bordeaux, le 6 avril.

« L'avisso à vapeur le *Tenare* a appareillé de Toulon, le 6 avril, pour se rendre à la station de Terre-Neuve, en touchant à Cadix.

« L'avisso à vapeur le *Requin* est parti, le 6 avril, de Toulon pour Nice, à la disposition de S. A. R. la grande-duchesse de Toscane.

« L'avisso à vapeur le *Chacal* a mouillé le 6 avril à Toulon, venant de Cannes.

« Le transport la *Girafe*, parti de Mayotte le 21 décembre pour revenir à Toulon, a relâché le 31 janvier à Table-Bay. Ce bâtiment devait repartir le 10 février pour continuer sa route.

« L'avisso à vapeur le *Rodeur*, est parti de Toulon pour Marseille le 7 avril.

— Le sénateur, préfet de la Seine, reprendra ses réceptions le samedi 10 avril.

— Les cours des lecteurs et professeurs au collège de France commenceront lundi prochain 12 avril, pour le second semestre 1858.

Le même jour s'ouvrira également les cours de l'Ecole spéciale destinée à l'enseignement des langues orientales vivantes pour l'année scolaire 1857-1858. Cette école est établie près la Bibliothèque impériale.

— Un arrêté de M. le préfet de l'Aveyron, en date du 1^{er} avril, ordonne la fermeture du cabaret tenu au village de Mayran, commune de Belcastel, par le sieur Antoine Frayse. Le même arrêté signale ledit Frayse à M. le procureur impérial pour avoir tenu un débit de boissons non autorisé. Cet arrêté est motivé sur ce que le sieur Frayse est habituellement en contravention, qu'il garde chez lui les buveurs, les dimanches et jours de fête, aux heures des offices divins; qu'il cherche, par tous les moyens possibles, à attirer dans son cabaret les jeunes gens et même les mineurs; qu'on y passe des journées et des nuits entières à jouer; qu'il est lui-même à la tête des joueurs les plus ardents et les plus assidus; qu'il a réalisé des gains considérables; qu'on a trouvé dans son registre des comptes ouverts à plusieurs fils de famille.

— On lit dans l'*Océan*, de Brest, du 7 :

« La tempête, qui règne depuis deux ou trois jours sur nos côtes, réitére encore sur rade la 2^e division de l'escadre d'évolutions.

« On nous assure qu'elle mettra à la voile aujourd'hui, pour se rendre à Toulon.

— Un orage, avec une brusque saute de vent du sud à l'ouest et quelques coups de tonnerre, les premiers de l'année, a passé sur le Havre hier dans l'après-midi, en versant une bonne ondée accompagnée de grêle. Ces jours derniers déjà, le temps était pluvieux, et hier au soir, les rues ont été balayées par une pluie battante.

— On lit dans la *Gazette d'Augsbourg* :

« D'après l'*Annuaire maritime*, qu'on vient de publier ici, la marine marchande de l'Autriche comptait, à la fin de 1857, 9,590 bâtiments jaugeant en tout 354,177 tonneaux, tandis qu'à la fin de

1856 le nombre des bâtiments était de 9,905 et le tonnage de 338,628. Parmi ces bâtiments, il y avait 678 bâtiments à voiles de long cours et 467 grands caboteurs. Le nombre des barques de pêcheurs était de 2,317 en 1857, de 2,683 en 1856. Il y avait 61 bâtiments à vapeur de 22,062 tonneaux en 1857; 63 de 17,608 tonneaux en 1856. Sur les 48 chantiers en activité en 1857, on a construit 424 bâtiments à voiles, 1 vapeur et 290 barques de 35,326 tonneaux en tout.

— L'hôtel des Monnaies de Londres vient de publier le compte-rendu de ses opérations pendant l'année 1857. Il a frappé pour 4,859,860 liv. sterl. (121,496,500 fr.) de pièces d'or, dont 364,111 liv. sterl. de demi-souverains. C'est une diminution de 1,142,254 liv. st. (28,556,350 fr.) sur l'année 1856, et de 664,108 liv. sterl. (16,602,700 fr.) sur la moyenne des dix dernières années.

— On a été frappé en 1857 pour 373,230 liv. st. (9,339,750 fr.) de monnaies d'argent ayant une valeur intrinsèque de 363,679 liv. st. (9,091,975 fr.), et pour 6,730 liv. st. (168,000 fr.) de pièces de cuivre ayant une valeur de 3,492 liv. st. (87,300 fr.).

— On lit dans la *Flandre maritime* :

« On sait généralement qu'une société de capitalistes a demandé au gouvernement belge l'autorisation de pouvoir établir une maison de jeu à Ostende. Les offres étaient brillantes : on parle de 400,000 francs par an pour la caisse commune, 25,000 fr. par an pour le bureau de bienfaisance, 25,000 fr. par an pour des fêtes, etc., etc. Nous apprenons que le gouvernement a repoussé toutes les ouvertures à cet égard, et qu'il s'est montré inexorable.

— Une jeune fille des environs de Jodoigne (Belgique), vient, dit un journal, de donner à son fiancé une singulière preuve d'amour. Son amant était tombé au sort, et il devait passer prochainement au conseil de milice, où il aurait été désigné pour un régiment de grenadiers, car il était d'une taille et d'une constitution qui l'eussent fait enlever par Frédéric de Prusse.

— La jeune fille eût tout donné pour empêcher le départ de son amoureux, mais elle n'avait rien. La difficulté était donc grande; voici comment elle la trancha :

Elle parvint à se glisser dans la chambre à coucher de son fiancé pendant son sommeil. Elle s'empara de sa main droite, et, au moyen d'un couteau affilé dont elle s'était munie, elle lui enleva résolument les deux phalanges de l'index et le rendit impropre à la milice.

— On comprend combien le jeune homme a été sensible à cette preuve d'amour. Il est actuellement à l'hôpital, où il a le loisir de réfléchir sur sa position. Il ne paraît pas très décidé à donner sa main à une femme qui en a déjà fait un si mauvais usage.

— Un voyageur se disposait à partir de l'hôtel où il avait séjourné, dit le *Droit*, et déjà la voiture de place qui devait l'emmener au chemin de fer l'attendait. Tandis qu'il achevait de régler son compte, sa malle avait été placée sous la porte cochère. Le garçon de service qui la surveillait s'étant absenté un seul instant, fut fort étonné lorsqu'il revint de ne plus la trouver.

Cette malle avait été enlevée par deux ardeurs voleurs qui l'avaient portée sous les arcades en contre-bas du quai de Gèvres, et l'avaient fracturée. Ils l'avaient trouvée pleine de pièces d'étoffes d'échantillon qui, malgré leur peu de dimension, avaient une certaine valeur. Avant-hier, au moment où les deux larrons opéraient la vente de ces étoffes, les agents de service de sûreté, qui les recherchaient, s'emparèrent de leur personne.

L'information que l'on a recueillie que ces malfaiteurs faisaient partie d'une bande organisée; dont la spécialité était de dévaliser les étalages, et ayant commis un grand nombre de vols dans les différents quartiers de Paris. Des mesures furent prises aussitôt pour rechercher les membres de cette criminelle association. Elles ont été couronnées de succès, et toute la bande, au nombre de dix individus, est tombée entre les mains de la justice.

— A peu de distance de la route de Paris à Poissy se trouve une carrière de pierres dont l'exploitation avait, depuis quelque temps, été suspendue. Hier, les ouvriers chargés de recommencer les travaux d'extraction, descendirent par les puits d'entrée. A peine eurent-ils touché le sol de la carrière, qu'ils heurtèrent un cadavre. Sur l'avis qui lui fut immédiatement donné de cette découverte, le commissaire de police, assisté d'un médecin, a présidé à l'examen de ce cadavre, qu'on pense être celui d'un habitant du pays qui a disparu depuis environ un mois. Cependant, son identité n'a pu être établie d'une manière certaine, et on ne parviendra peut-être pas à la constater, car il ne reste plus de ce corps que des débris informes. Les chairs, les vêtements, ont été presque entièrement dévorés par les

rats dits milôts qui peuplent ordinairement les excavations souterraines.

Comment cet individu a-t-il péri? C'est ce qu'on n'a pu savoir jusqu'à présent. Parmi les indices recueillis et qui peuvent aider à la reconnaissance de la victime, est un fragment de papier trouvé parmi les lambeaux des vêtements, et sur lequel on a pu lire ces mots : « Abel..... maçon à Ker.... J'ai vu Baron... vaux... Je l'attends la semaine prochaine... »

L'autorité continue activement l'information commencée.

— Avant-hier, vers sept heures du soir, un homme d'une cinquantaine d'années, et vêtu convenablement, se présente dans l'établissement de la Samaritaine et se fit préparer un bain. Le garçon de service s'étant, après un intervalle de deux heures, que cet individu n'appelait pas, se décida à entrer dans son cabinet pour voir s'il n'était pas indisposé. Il fut alors témoin d'un hideux spectacle : ce malheureux s'était coupé la gorge avec un rasoir, et tout son sang s'était mêlé à l'eau de la baignoire. L'identité n'ayant pu être établie, on a transporté le cadavre à la Morgue.

— On lit dans le *Droit* :

« Le sieur D..., fabricant de fleurs artificielles dans le quartier Saint-Martin, occupe un assez grand nombre d'ouvrières. Se trouvant dernièrement près de l'atelier, il entendit plusieurs de ses ouvrières causer entre elles. Quelques mots de leur conversation le frappèrent, et il désira en avoir l'explication. Elles lui apprirent alors qu'une de leurs compagnes, Adèle X..., jeune fille de quatorze ans à peine, mais d'une organisation très développée, était enceinte.

« Cette jeune fille avait une physionomie empreinte de tristesse et paraissait constamment préoccupée. Pensant qu'il y avait là quelque chose d'important, le sieur D... la prit à part et la questionna. Elle avoua en pleurant que ses compas avaient dit la vérité.

« Le sieur D... voulut en savoir davantage; elle refusa longtemps de répondre, puis elle céda et sanglota et déclara que son père abusait d'elle depuis quinze mois. Il avait triomphé de sa résistance en la menaçant de lui brûler la cervelle si elle ne lui cédait. Un jour, fatiguée de l'existence qu'elle menait ainsi, elle s'était réfugiée chez sa grand-mère, à qui elle avait tout raconté. Celle-ci l'avait gardée chez elle. Mais le père était venu pour reprendre sa fille, et l'avait tellement intimidée, qu'elle s'était vue forcée de déclarer, ainsi qu'il l'invitait, que son allégation n'était qu'un mensonge. Croyant qu'en effet les aveux de l'enfant n'avaient aucun fondement, l'aïeule l'avait rendue à son père.

« A la suite de l'enquête à laquelle a procédé le commissaire de police, averti par le sieur D..., le sieur X... qui est originaire de Sicile, et attaché en qualité de musicien à un théâtre, a été mis en état d'arrestation.

— Un grand émoi a régné mercredi dernier, jour de marché à Périgueux, pendant deux heures, dans le quartier le plus fréquenté de la ville. Voici les faits rapportés à ce sujet par l'*Echo de Vesone* :

« Un jeune homme natif de Mareuil, le sieur Lafon (Henri), âgé de vingt-un ans, sans profession, ayant, dit-on, des habitudes de dissipation, mais dont le caractère paraît un peu dérangé, recevait chaque mois une somme de 100 fr. qu'on se portait déposer pour lui chez un banquier de Périgueux. Il lui arrivait quelquefois de dépenser cet argent dans les premiers jours du mois, en sorte qu'il se trouvait gêné jusqu'à ce qu'arrivât le terme suivant. Avant-hier, ce jeune homme se présenta chez le banquier, accompagné de la dame Cablan, maîtresse de l'hôtel qui l'hébergeait, et il l'invita à compter à cette dame une somme de 55 fr.

« Le banquier, n'étant pas autorisé à devancer le paiement de la pension paternelle, refusa. Alors le jeune homme, tirant de dessous son gilet un pistolet, le dirigea vers la poitrine du banquier en renouvelant son invitation avec menaces. Celui-ci persista dans son refus, et parvint à éloigner son dangereux visiteur, avec l'intervention d'un passant.

« Une plainte ayant été déposée au parquet, M. le procureur impérial délivra un mandat d'arrêt contre le sieur Lafon. C'est la mise à exécution de ce mandat qui a donné lieu aux incidents énumérés que nous allons raconter.

— Avant-hier, vers midi, le brigadier Rougerie, accompagné de deux gendarmes, se rend à l'hôtel Cablan, situé derrière le théâtre, dans l'appartement du sieur Lafon. Celui-ci se présente, tenant deux pistolets chargés, et menace de tirer sur le gendarme qui s'approche, puis de se faire sauter la cervelle à son tour. Toute exhortation étant reconnue inutile, les gendarmes se retirent sans avoir accompli leur mission. Le sieur Lafon se barricade et se met à la fenêtre, en chemise, tenant toujours ses deux pistolets.

« L'autorité judiciaire est informée; des renforts de gendarmerie arrivent, la police accourt. En un instant les boulevards, la place Bugeaud, rue Hérault sont envahis par une foule toujours grossissante. Le malheureux est sommé de se rendre. Il répond en gesticulant avec ses pistolets et en menaçant de faire feu.

« M. le capitaine de gendarmerie décide qu'on pénétrera par une pièce voisine, en faisant sauter la serrure d'une porte de communication. On se procure des matelas, et on va enfoncer la

baie de la porte, quand ils célébraient l'élévation de leur nouveau capitaine.

Les Zélandais qui m'entouraient devinèrent pourquoi je paraissais si douloureusement affecté. Cependant ils gardaient un morne silence. Ce silence m'épouvanta.

Je craignais presque qu'ils voulussent se débarrasser de moi, de peur que je ne me rendisse leur accusateur devant un navire de guerre.

Ce fut sans doute ce qui détermina celui qui m'avait donné le carnet et qui parlait assez bien l'anglais à expliquer comment ce carnet se trouvait à Koko-Ra-ra-Ta (port Olive).

Son explication, donnée avec une aisance et un laisser-aller parfaits, m'apprit que les vents avaient fait échouer sur la péninsule de Banks une pirogue de Chattam, et qu'eux, habitants de la péninsule, étant amis des Français, ils avaient cru bien faire en s'emparant des naufragés, en les tuant, en les faisant rôti et en les mangeant, comme ceux-ci avaient mangé les *Oui-Oui*, nom sous lequel ils nous désignent, à cause de notre habitude de répondre oui, oui, à tout propos.

l'applaudis tant bien que mal à cette peine du talion; mais, croyant devoir faire un sacrifice à ma propre sûreté, je rendis le carnet à son propriétaire, et la joie reparut dans notre cercle.

J'aurais bien voulu le garder, ce pauvre carnet qui me parlait d'un compatriote; mais c'était été une grande imprudence. Ils eussent cru que je voulais m'en servir comme d'un témoin accusateur; ces gens-là conservent éternellement la mémoire des fautes à venger; ils croient que nous leur ressemblons, et qu'une fois offensés ou irrités nous ne pardonnons jamais. Le souvenir des meurtres se perpétue ainsi chez eux par tradition, et chaque fois qu'un navire français aborde à la Baie-des-Iles, les Nouveaux-Zélandais se demandent avec inquiétude s'il ne vient pas tirer vengeance de l'assassinat de Marion Dufresne tué dans cette baie voilà tantôt 90 ans.

ALEXANDRE DUMAS.

(La suite à mardi.)

geons. Les ramiers de la Nouvelle-Zélande sont magnifiques. Un plastron blanc les trahit aux yeux des chasseurs quand ils s'agitent dans le feuillage, et ils ont une gorge plus gorgée de pigeon que la plus chatoiyante étoffe de soie.

En ai-je tué, mon Dieu, de ces beaux ramiers! Vous seul savez le nombre de mes victimes. Je me reproche aujourd'hui leur mort inutile, car je ne les tuais pas pour apporter en France leur dépouille, digne de briller dans les plus magnifiques collections ornithologiques. Non! je les tuais pour qu'on les plumât, pour qu'on les rôtit et qu'on les mangeât.

La journée touche à sa fin; demain, je reprendrai ma course. Je ferai le tour de la baie et je reviendrai à bord en franchissant la montagne qui sépare le port Olive du fond de la crique d'Oteta.

Je revins donc au point d'où j'étais parti à midi. Le Thy-ga-rit m'invita à passer la nuit, sous son toit.

XXI.

Nuit d'angoisse.

La case de Thy-ga-rit avait vingt-cinq pieds de long sur quinze de large et cinq de haut, autant que je puis me le rappeler. La porte était basse, si basse que je fus obligé de ramper pour en franchir le seuil.

De chaque côté de la chambre s'étendait un lit-de-camp, que les indigènes appellent un *tarala*. Ce lit-de-camp est formé d'un treillis de branches de ko-ko-la-mouka, branches droites, légères et flexibles comme le bambou; il est pareil pour la forme à ceux de nos corps-de-garde, et descend en pente jusqu'au foyer qui flambe au milieu de la case; de sorte qu'étant couché, on peut se réchauffer les pieds à des tisons ardents qui brûlent sans fumée.

On dirait que Dieu a poussé sa condescendance pour ces enfants de la nature jusqu'à leur donner un bois particulier qui peut brûler au milieu d'une case sans asphyxier par la fumée ceux qui l'habitent.

Quand nous parlerions des productions de cette terre nouvelle, je vous dirai quel est ce

bois dont la combustion diffère tant de celle de nos bois d'Europe.

Je pris place sur le tarala, auprès de mon hôte royal, et j'aperçus de l'autre côté du foyer cinq ou six grands gaillards nonchalamment étendus sur un lit pareil.

A leur silence j'aurais pu croire qu'ils dormaient; mais leurs yeux étincelants aux réverbérations du foyer, tombaient d'aplomb sur moi.

Au-dessous de leurs yeux, brillaient dans l'ombre d'un reflet presque aussi sinistre, leurs dents blanches plus longues que larges, étroites, aiguës, véritables dents d'antropophages.

Je ne pouvais pas détourner mon regard de ces yeux et de ces dents.

La féroce plaisanterie de l'all seem beef tint sans cesse à mon oreille.

Les femmes au dehors chantaient doucement, tristement une chanson monotone, dont le refrain était toujours poulo-o! poulo-o! du pain! du pain!

Moi, sans avoir l'air de remarquer la convoitise de mes voisins, qui me regardaient du même oeil qu'un gourmand à la porte de Chevet regarde un dindon truffé, je cherchais des yeux la pauvre reine, dont j'occupais sans doute la place. Je la cherchais pour partager avec elle seule mon biscuit.

Mais Thy-ga-rit qui, lui non plus, ne me perdait pas de vue, vit que je cherchais quelque chose, et devina ce que je cherchais. Il se hâta donc de me signifier par une pantomime expressive, que les femmes ne mangeaient jamais devant les hommes, et que tout ce que l'homme choisissait pour sa nourriture était tabou pour elles.

Taboué, c'est-à-dire, sacré, prohibé, défendu. Il est même interdit aux pauvres femmes d'entrer là où les hommes prennent leurs repas.

J'avais déjà lu cela dans quelques récits de voyageurs; mais je croyais que les Mahouries avaient renoncé au tabou, comme ils avaient renoncé à leurs armes primitives, à leurs costumes nationaux.

Point. La gourmandise faisait revivre le Tabou.

Je m'excusai donc, et le roi reçut la portion de ma galette qui était destinée à sa femme.

Un de ces faux dormeurs, dont les yeux et les dents m'inquiétaient tant, placés comme ils l'étaient, vis à vis de moi, avait sans doute remarqué que ma carnassière contenait encore d'autres biscuits, car il se leva de sa place et vint à moi, non pas comme un vil mendiant, mais comme un trafiquant qui se croit le droit de proposer un échange.

Il parlait un peu l'anglais. Il m'offrit un morceau de jade vert pour un morceau de biscuit.

Je refusai. Il en offrit deux.

Et cependant le jade vert est, pour les Nouveaux-Zélandais, bien plus précieux que l'or ne l'est pour nous. Le jade vert! cette mystérieuse pierre qu'ils révèrent comme une image de la divinité, et qu'ils vont chercher à travers mille fatigues, mille dangers dans les profondeurs du lac de Tawa-Pounamou.

Plus tard, je parlerai du jade vert.

Je tenais bon. Je ne voulais pas céder. Le capitaine Jay m'avait prévenu que céder une seule fois au caprice d'un Mahourie, c'était se déshonorer en quelque sorte. Dans un échange, il ne faut jamais accepter du premier coup ce qu'ils offrent. Il faut toujours les forcer d'ajouter quelque chose à ce qu'ils ont offert, ne fût-ce qu'une bagatelle.

J'exigeai donc quelque chose en plus des deux jades. L'insulaire tenait à sa main un petit cahier de papier.

Je le lui demandai sans savoir ce que c'était.

Il hésita.

Je remis alors ma galette de biscuit dans ma carnassière, et me préparai à allumer ma pipe.

Lui me tourna le dos, comme décidé à se passer de mon biscuit, et alla se recoucher près de ses compagnons.

Je ne voulais pas avoir l'air de faire attention à lui et quand ses yeux se fixèrent de nouveau sur les miens, mes yeux étaient déjà tournés d'un autre côté, au dehors de la case. Que regardais-je?

Un spectacle assez peu attrayant, ma foi! Accroupi devant une grande marmite de fonte, dont la base reposait sur un fourneau de galets, pareille à cette sorcière de Machet causant son ragout infernal, une femme, la plus noire, la plus hideuse d'entre toutes les femmes que j'eusse encore entrevues depuis que j'avais mis le pied sur la Nouvelle-Zélande, une kookie, une esclave, sans doute, car c'est un déshonneur chez ces insulaires que de faire la cuisine, remuait avec un bâton les choses inconnues qui bouillaient dans cette marmite.

Un fumet acre, une odeur de *fratchin*, comme disent nos matelots lorsqu'ils veulent qualifier cette odeur que les grands poissons de mer laissent après eux, me mordait à la gorge, et quoique la promenade eût développé mon appétit outre mesure, je devina avec dégoût que l'heure du souper arrivait, et qu'il me faudrait sans doute y faire honneur.

En effet, Thy-ga-rit m'adressa un signe expressif qui voulait clairement dire :

— Allons, mon hôte, il est temps de souper.

Et il poussa une exclamation rauque, mais sensuelle. C'était un ordre; le roi voulait être servi.

Aussitôt, la kookie rampa jusqu'au pied du Tarala et y déposa deux paniers de jonc, l'un rempli de pommes de terre fumantes, l'autre de morceaux de poisson bouilli.

Sa Majesté entra ouvrit les cabas, m'offrit gracieusement de partager son repas; et quand elle se fut servie elle-même, elle octroya le reste à ses aides-de-camp.

J'appelai alors à mon aide tout le stoïcisme dont un médocien est capable, pour avaler ces patates, auxquelles le poisson séché et rance, avait communiqué un goût infernal et une odeur nauséabonde. Par bonheur, je fis assez adroitement glisser entre les fentes du lit de camp les lopins de morue et de congère qui, si j'avais eu le malheur de les avaler, eussent bien certainement produit sur moi l'effet du plus violent émétique.

Le *gûn-doua*, cette pâte qu'ils fabriquent avec la racine d'une espèce de fougère (le *pteris esculenta*) passa un peu mieux, et pour desservir je tirai hors de mon carnier une jolie galette de biscuit.

A la vue de cette galette, Thy-ga-rit, qui avait

déjà dévoré mon premier morceau de biscuit, m'envoya un gros hoquet de joie. Il savait bien que je ne la mangerais pas sans en briser quelques morceaux pour lui et les hommes du fond de la case, dont les yeux redoublèrent de flamme et qui firent claquer leurs dents blanches, mâchoire contre mâchoire, en murmurant : Poulo-o! poulo-o! Du pain! du pain!

Alors l'insulaire qui était déjà venu à moi se leva de nouveau, et, tourmenté par la passion du poulo-o, vint jeter sur mes genoux les deux morceaux de jade et le cahier de papier.

J'ouvris le cahier.

C'était un petit livret de papier blanc, comme en ont les cuisiniers et les blanchisseuses. Celui auquel il avait appartenu était un compatriote, et il y avait copié des romances et des chansons.

Des chansons de Béranger surtout.

La première feuille avait été déchirée; la dernière l'était à moitié; mais cependant, dans ce qu'il en restait, j'aperçus ces mots : « J'appartiens à... mat... à bord... nav... le *Jean-Bart*. »

Les intervalles où manquait l'écriture semblaient avoir été mouillés, puis frottés avec le doigt.

Je montrai ce mot *Jean-Bart* à la société, le prononçant en même temps, et poussant une exclamation.

A l'instant même, un grand silence se fit, comme si la possession de ce carnet accusait chacun des assistants d'avoir pris part au massacre de nos malheureux compatriotes.

Je ne saurais dire l'impression que fit sur moi cette feuille de carnet moitié effacée, moitié déchirée.

Le combat, le massacre, l'incendie, le festin de la victoire, toutes les horreurs de la baie de Chattam, dont le panorama, comme par magie, se déroula sous mes yeux, m'apparurent, et je vis, en fermant les yeux et en frissonnant des pieds à la tête, je vis le sauvage qui dévorait la main qui avait écrit ces chansons; je vis les têtes

pendant que deux gendarmes, armés de leur carabine et abrités derrière le mur de la cour de l'hôtel, tiennent le malheureux en joue, rendant plus furieux par les efforts qu'on fait pour l'arrêter.

« Un malheur paraît inévitable. La foule est anxieuse et se demande avec effroi ce qui va se passer ! »

« Tout à coup on voit sortir des rangs du peuple un homme aux vêtements grossiers, aux pieds nus, à la démarche humble et résignée. C'est le R. P. Ambroise, supérieur des Capucins de Périgueux. Il demande qu'on lui permette de s'approcher du prisonnier. Il le harangue de la cour, puis il se fait apporter une échelle, et, au risque de la vie, il monte lentement vers le malheureux infortuné, il obtient de lui la permission de pénétrer dans sa chambre, et tous les deux s'enferment. Malheureusement, les paroles du saint missionnaire sont inutiles. Après une courte entente, pendant laquelle Lafont tenait ses pistolets braqués sur la poitrine du religieux, le P. Ambroise est obligé de se retirer en priant pour celui qu'il n'a pu ramener à la raison. Il est accueilli par les applaudissements de la foule.

« Les inquiétudes renaissent. La gendarmerie se met en devoir d'enfoncer la porte, le prisonnier est sur la défensive, lorsqu'un agent de police, le sieur Lamignot, dit le *Sarlatinais*, saisi d'une inspiration soudaine, s'approche à son tour. Il se fait apporter de nouveau l'échelle, et, après un colloque avec le prisonnier, gravit résolument l'échelle et pénètre dans la chambre. Là, que se passe-t-il ? Nous l'ignorons. Mais quelques instants après son entrée, le courageux Lamignot se montre à la fenêtre, et apprend à la multitude que le prisonnier va se rendre et se laisser conduire à la maison d'arrêt, pourvu que chacun s'éloigne.

« Cette annonce produit une satisfaction facile à comprendre. En moins d'un demi-heure, les boulevardiers sont débarrassés, et le sieur Lafont, remis à la gendarmerie par l'agent Lamignot, est amené à la prison sous bonne escorte.

« On n'évalue pas à moins de cinq mille le nombre des curieux que cette scène dramatique avait rassemblés sur les boulevards et dans les rues adjacentes.

— On lit dans le *Messager du Midi* :

« Une rixe sanglante a eu lieu à Cette le 4 avril, à onze heures du soir, entre des ouvriers toisans et des habitants inoffensifs de la ville.

« Ces ouvriers, excités sans doute par l'état d'ivresse dans lequel ils se trouvaient, et armés de couteaux, ont fait trois blessures assez graves au nommé Bique, lequel, qui a été transporté à la mairie, où il a reçu tous les soins nécessaires.

« Prévenu de ces faits déplorable, M. le commissaire central Gaillard s'est immédiatement rendu, avec un agent sur les lieux de la scène. Un rassemblement considérable s'était formé dans la rue de la Montagne, autour d'un individu en chemise, tenant un couteau à la main, et qui prit la fuite en apercevant les agents de l'autorité. Au moment où il allait être atteint, cet homme se retourna subitement et porta à l'agent de police des coups de son arme, que celui-ci ne parvint à éviter qu'en reculant.

« Assailli par ce furieux et acculé contre une muraille, l'agent se trouvait dans une position très critique; le commissaire central lui ordonna de faire usage de ses pistolets. Placé dans un cas évident de légitime défense, l'agent fit feu sur l'agresseur, qui, peu grièvement atteint, alla se réfugier dans une maison de la rue des Endettes, dans laquelle il était logé, et où s'étaient retirés ceux de ses compatriotes qui avaient pris part à la rixe.

« M. le commissaire central requit alors la force publique, pénétra dans cette maison avec d'autres agents, et se livra à une perquisition qui amena l'arrestation de plusieurs individus et la saisie de couteaux teints de sang. D'autres arrestations, se rattachant à ces faits, ont été opérées, et portent à dix-huit le nombre des personnes placées sous la main de la justice. Trois ou quatre ont dû être transportées à l'hospice. La politique, du reste, complètement étrangère à cette triste affaire.

« L'individu qui a attaqué l'agent de police se nomme Bartolomei Bartolini. La balle a glissé sur une des épaules et n'a produit qu'une blessure sans gravité.

« M. le procureur impérial et le juge d'instruction se sont rendus le lendemain à Cette et ont commencé l'information.

— Nous sommes un peu en retard pour annoncer à nos lecteurs la fête de bienfaisance donnée ce soir même, 9 avril, par M. et Mme Gudin, dans leur hôtel de la Folie-Beaujon. Le produit en est destiné à l'Institution de Notre-Dame des Arts, œuvre dont le but est de venir en aide aux orphelins des savants, des artistes, des gens de lettres morts pauvres.

Le programme de la soirée est à la hauteur du but que se propose la fondatrice de l'Institution, M^{me} la baronne d'Anglais, qui, après avoir sacrifié sa fortune à cette œuvre charitable, fait aujourd'hui, aidée de notre célèbre peintre de marine, un confiant appel à tous les amis des arts, des sciences et des lettres.

Les principaux artistes de Paris se sont mis à la disposition des organisateurs de la fête. M^{mes} Nantier-Ducloux, Saint-Urbain, Alboni, Grisi, Cambari, MM. Mario, Bérart, Corsi, Susini, du Théâtre-Italien, se feront entendre, ainsi que MM. Gerdaly, Eng. de Supper et les frères Lyonnet. La partie instrumentale sera représentée par MM. Alard, Gleichauf, Godfrey et M^{lle} Danvin.

La troisième partie du spectacle se composera d'une comédie inédite en un acte de M. Alexandre Dumas, jouée par les artistes du Gymnase, et précédée d'un prologue écrit pour la circonstance par Emile Deschamps et dit par l'auteur lui-même.

Les derniers billets se trouvent chez M^{me} Gudin, à la Folie-Beaujon (Champs-Élysées).

— Notre siècle a vu mourir Charles Fourier, Coissin, Auguste Comte, hardis pionniers, traçant chacun une route nouvelle à l'esprit humain, qui marche à la découverte de la vérité. Sentant sa fin approcher, le dernier pionnier de cette génération de penseurs et de chercheurs, M. Comte, vient de s'écarter d'ajouter aux sept volumes qu'il avait déjà publiés neuf volumes nouveaux. Ensemble, seize volumes.

Les sept volumes qu'il avait publiés avaient pour titres :

QU'EST-CE QUE LA SCIENCE SOCIALE ? 4 volumes. L'ECONOMIE POLITIQUE SOURCE DES RÉVOLUTIONS. 3 volumes.

Les neuf volumes qu'il vient de faire paraître sont intitulés :

SOCIÉTÉ NOUVELLE : SA NÉCESSITÉ. 2 vol. in-8°. DE LA SOUVERAINETÉ. 2 vol. in-8°. SCIENCE SOCIALE. 5 vol. in-8°.

Ces neuf volumes, imprimés par MM. Firmin Didot frères, se trouvent à leur librairie, rue Jacob, 26, et à la librairie de Bestel, rue de la Bourse, 7. Ils s'adressent à tous les libres penseurs, à tous les rudes chercheurs, minorité trop impénétrable pour qu'on rende compte de tels livres, mais trop vigilante pour les laisser passer inaperçus. Il suffit de les lui signaler.

— Steeple chases à la Marche, dimanche 11 avril. Dernières courses du printemps. — A 3 heures, Handicap, prix : 3,000 fr. ; à 3 heures 1/2, prix à réclamer, 1,000 fr. pour tous chevaux ; à 4 heures, grand Handicap libre, prix : 2,000 fr. ajoutés à 250 fr. d'entrée. — 36 chevaux inscrits.

— M. Bignan publie chez Dentu un volume de romans et de nouvelles dont voici les titres : *Une Fantaisie de Louis XIV*, — *Louis XV et le cardinal de Fleury*, — *L'Échafaud et l'Érmit des Alpes*.

Pour tous les faits non signés, E. PAUCHET.

On sait que M. Levecher-Durclé, ancien élève de Grignon, a soumis à la Société impériale et centrale d'agriculture un Mémoire intéressant sur la fertilisation naturelle des marais tourbeux, et qu'il en ressort une spéculation des plus simples, dans laquelle toute personne, sans compter ses capitaux à des tiers, peut elle-même, en peu de temps, élever son revenu à 30 ou 40 0/0 du capital déboursé. M. Levecher-Durclé donnera le détail de ses opérations dans une séance publique, au Gymnase de la Parole, rue de Valois, 8, le lundi 12 avril, à deux heures précises.

— Ce que je veux relever ici, c'est le développement prodigieux, rapide, incroyable, qu'a pris la fabrication des orgues, grâce aux efforts, aux sacrifices d'une seule maison ; ce que je veux constater tout simplement, c'est les services qu'elle rend au pays comme une des industries nationales les plus prospères et les plus importantes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1829, MM. Alexandre n'ont vendu que pour cinquante mille francs d'instruments. De 1830 à 1849, en vingt ans, leur vente s'est élevée à deux millions trois cent mille francs ; de 1850 à 1855, en cinq ans, à trois millions quatre cent mille francs. Cette année, si l'on en juge par les mois qui viennent de s'écouler, ils vendront plus de 6,000 orgues pour deux millions de francs !

Maintenant, si l'on est curieux de savoir quels sont les emplacements qu'occupent dans Paris les vastes ateliers, les usines, les magasins, les entrepôts, les salons destinés à l'entretien du matériel, à la fabrication et à la vente des orgues Alexandre, on sera étonné de l'accroissement rapide des constructions, des machines, des acquisitions de terrains successives, nécessitées par un cercle d'affaires de plus en plus étendu, et par l'essor vraiment

merveilleux imprimé à cette grande entreprise. Il y a une douzaine d'années, l'établissement du boulevard Bonne-Nouvelle suffisait aux besoins de la maison.

Bientôt l'on transporta rue Meslay les salons de vente et les ateliers de choix, où les ouvriers les plus habiles mettaient la dernière main aux instruments, les repassaient, les achevaient, les examinaient avec un soin minutieux pour voir s'ils sont en état d'être expédiés. Puis, de proche en proche et de façade en façade, l'établissement gagna les maisons voisines, percant des murs, jetant des arcades, allongeant des galeries. Cependant la grande manufacture se logeait rue Pierre-Levée, où y dressait une machine à vapeur de la force de douze chevaux ; on y menageait des ateliers lumineux, aérés, commodes pour plus de 600 ouvriers.

Avez-vous suivi l'agrandissement d'un bourg qui, étouffant dans son étroite enceinte, débordait peu à peu dans la plaine et devient village ? Quelques pas encore, et par des constructions nouvelles, de larges avenues, des places, des marchés, il se transforme en ville avec une telle rapidité, qu'on ne saurait plus bientôt distinguer le point d'où le bourg est parti. De même la maison que je propose comme un modèle et un exemple à l'industrie de ce pays, ne pouvant plus tenir dans les limites qu'elle s'était tracées, vient d'acquiescer à l'hygiène un château immense, entouré de cent mille mètres de terrains boisés, où elle va faire bâtir une usine sur des proportions grandioses, avec des machines à vapeur de la force de trente chevaux, et où elle transportera une colonie de mille ouvriers qui, après quelques années de travail, deviendront propriétaires de leur maisonnette et de leur jardin. Un nouvel Ivry va surgir, encadré de sites pittoresques, arrosé de sources vives, orné de grottes, de cascades, de châteaux ; on respectera les vieux tilleuls, les peupliers géantiques, les marronniers séculaires, et si quelques arbres mal venus, qui interceptent la vue ou contrarient les plans de la colonie naissante, doivent tomber sous la hache, la dryade éplorée, qui ne s'attendait pas à ce déménagement de force majeure, aura de quoi se consoler en voyant que le tronc qu'elle regrette ne sera point voué à des travaux infimes et à des emplois vulgaires. Scie sur place, façonné et poli, il aura une voix pour exhaler ses plaintes, et, sous la main de Thalberg ou de Liszt, il chantera les louanges de Dieu, les tristesses, les joies, les souffrances et les aspirations de l'humanité. — Florentino.

Nécrologie.

Notre honorable collaborateur M. Paul de Saint-Victor vient de subir une douloureuse perte, à laquelle s'associent tous ses nombreux amis. Son père, le comte J. de Saint-Victor, est décédé hier, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

M. J. de Saint-Victor était un écrivain d'un talent fin, distingué, et d'un caractère qui lui valut une haute considération pendant toute sa longue carrière. Sous l'empire, on voyait souvent son nom apparaître dans la partie littéraire du *Journal des Débats*. Ses œuvres poétiques, comme *l'Esperance*, le *Voyage du poète* et une traduction d'*Anacréon*, ont joui d'un légitime succès. Dévoué à l'éducation et à l'instruction de son fils, il contribua beaucoup au développement de ce charmant et solide talent de M. Paul de Saint-Victor, que le public de la *Presse* se plaît à apprécier à sa juste valeur.

— Le général comte Ventura est décédé, le 3 avril, dans sa belle terre de l'Ardenne (Haute-Garonne). Après les événements de 1815, le général Ventura, ne pouvant rentrer en France, partit pour l'Orient. Il visita la Turquie et la Perse, où il ne put prendre du service, et, enfin, arriva dans les Indes, avec Allart, Court, Falcon et quelques autres officiers licenciés de l'armée impériale. A Lahore, il gagna bientôt les bonnes grâces de Runjet-Sing, et organisa son armée à l'européenne. Ces troupes, composées surtout de Sikkes et de Mahrattes, résistèrent longtemps à l'armée anglaise. Soumis, enfin, elles devinrent des alliés fidèles, et, aujourd'hui, on les voit combattre côte à côte avec leurs anciens ennemis. Le général Ventura était rentré en France après la mort de son ami le général Allart.

Nommé chevalier de la Légion d'Honneur, sous l'empire, le comte Ventura fut, en 1842, élevé par Louis-Philippe à la dignité de grand-officier du même ordre.

Les honneurs militaires lui ont été rendus par deux escadrons d'artilleurs à cheval. Les cordons du poêle étaient tenus par six officiers supérieurs.

Peu de jours avant sa maladie, le général se disposait à partir encore pour l'Inde, où il était appelé, par les connaissances qu'il avait du pays, à prendre une part active à la guerre actuelle ; sa mort causera une profonde sensation en Angleterre où il jouissait d'une grande popularité.

Le général laisse des mémoires que l'on dit pleins d'intérêt et d'actualité.

— La *Nouvelle Gazette de Prusse* annonce la mort de M. le baron de Neumann, connu par ses travaux sur l'histoire naturelle, M. de Neumann est décédé, le 15 mars, au Caire, du tétanos, après s'être fait arracher une dent.

— Viennent de mourir : à Paris, M. Sigismund Neukomm, compositeur de musique ; — à Langres, M. Couvreur-Daguin, ancien représentant à la Constituante ; — à Blois, M. J. de Pétigny, membre de l'Institut ; — à Metz, M. Em. Robert, colonel d'état-major, commandant supérieur du cercle de Digelly (Afrique) ; — aux îles du Salut (Guyane), M. Verguin, lieutenant de vaisseau.

Cours et Tribunaux.

Le 2^e conseil de guerre de Paris, présidé par le colonel Coudier, du 88^e de ligne, a prononcé, dans son audience de samedi dernier, une condamnation à dix ans de travaux forcés et à la dégradation militaire contre le fusilier Michel Coudier, appartenant au 11^e régiment de ligne.

L'odieuse système de défense de l'accusé, joint à ses déplorables antécédents, ont excité la sévérité du conseil.

En 1855, Coudier fut condamné à dix années de bonté comme coupable de désertion à l'étranger ; un de ses pères forma une demande en commutation de peine. Pendant que cette pétition, adressée à l'empereur, suivait le cours ordinaire d'une information administrative, Coudier resta provisoirement dans la maison de justice militaire de Bordeaux.

Trompé par les manières doucereuses de cet individu, le sieur Champavier, agent principal de cette prison, lui accorda sa confiance et l'admit comme cuisinier de l'établissement. La mission n'était pas difficile à remplir, mais elle permettait au cuisinier d'aller et venir dans diverses parties de l'établissement, et notamment dans le bureau de l'agent principal.

Coudier se promit de profiter de ces circonstances pour s'enfuir les mains pleines.

M. Champavier sortit un jour pour affaires urgentes, en annonçant qu'il reviendrait dans une heure.

Aussitôt Coudier se mit librement à l'œuvre ; muni d'un ciseau à froid, il fit sauter la serrure de la caisse courante de l'agent principal, et lui enleva une somme de 100 fr. ; puis, avisant l'uniforme de ce fonctionnaire, accroché à un porte-manteau, Coudier se dépouilla de sa veste de travail, foula aux pieds son vieux col, et, prenant l'uniforme et le col de celui-ci, il se hâta de s'en revêtir. Dans sa préoccupation, il avait oublié le pantalon de cuisine qui, par son état, aurait trahi son projet ; il s'en aperçut au moment où il s'approchait d'un miroir pour juger de l'effet du chapeau bicorne qu'il place sur sa tête.

Coudier alla dans une autre pièce, où il trouva tous les objets nécessaires à une toilette irréprochable ; et le voilà revenant avec un pantalon de drap fin et des bottes vernies. Un coup de brosse mit ses cheveux en ordre, et des gants du blanc le plus pur cachèrent les mains sales et rudes du soldat cuisinier.

Rien ne manquait à Coudier ; le sieur Champavier, un jour de revue, n'aurait pas eu une meilleure tenue. Le condamné, se donnant un air d'importance, leva la tête et passa fièrement devant les fonctionnaires de la prison, qui, ne connaissant que l'uniforme, laissèrent passer Coudier sans la moindre observation.

A son retour, M. Champavier dressa procès-verbal du vol et de l'évasion, et, sur sa plainte, le conseil de guerre de Bordeaux fut saisi de cette nouvelle affaire, mais cette fois par contumace, car l'accusé ne fut repris qu'une année plus tard, à Montpellier ; il fut condamné à dix ans de réclusion et à la dégradation militaire.

Aujourd'hui, il est justicier du conseil de guerre de Paris, parce que son régiment, le 11^e de ligne, y tient garnison.

Une nouvelle information a été suivie contre ce militaire, qui, pour se disculper des faits mis à sa charge, n'a pas craint de porter contre le plaignant des imputations mensongères et du caractère le plus odieux. L'information a recueilli les témoignages les plus honorables sur la conduite et les habitudes de ce fonctionnaire.

L'accusé soutient que M. Champavier l'aurait fait évader lui-même pour éviter des révélations.

Mais M. Champavier paraît enfin comme témoin, et, devant lui, il n'ose pas renouveler son système d'incrimination.

M. le commandant Pujo de Lafitole, commissaire impérial, soutient avec force l'accusation contre Coudier, dont le caractère odieux, dit le ministre public, s'est manifesté dans l'information et même à cette audience. C'est un militaire depuis longtemps indigne de porter l'uniforme, et qui méritait que le conseil lui fassent application du maximum de la peine portée par les articles du Code pénal ordinaire.

Le conseil, après avoir entendu quelques observations du défenseur, nommé d'Office, déclare Coudier coupable sur toutes les questions à l'unanimité ; et, à la même unanimité, il le condamne à la peine de dix années de travaux forcés et à la dégradation militaire.

Ces dix années de travaux forcés ne se confondront pas avec la peine de dix ans de bonté prononcée en 1855 par le conseil de guerre de Bordeaux.

ÉDOUARD BOURET, avocat.

Un des gérants, H. Rouy.

ARTICLES DE DEUIL.

A la Scabieuse, 40, rue de la Paix.

Étoffes spéciales pour grand deuil ; — grands assortiments d'étoffes de fantaisie pour deuil ; — choix considérable de soieries noires et de soieries grises.

— Adieu paladins, galans troubadours, belles et pudiques châtelines ! *Les Mystères de la Chevalerie* les font s'évanouir à jamais. Rien de plus piquant et de plus instructif. (Voir aux Annonces.)

— C'est dans le local concédé par S. M. le Roi des Pays-Bas pour l'Exposition des produits de l'industrie de toutes les nations, qui va s'ouvrir le 10 mai prochain, à La Haye, que les propositions des produits doivent être adressées au secrétaire général de l'Exposition.

— Chaque jour, les lettres les plus flatteuses sont adressées par des personnes augustes à M. Fattet pour la beauté et la perfection de ses dentiers à succion. Exemptes d'opérations et de toute espèce de mécanisme, ces pièces peuvent, en effet, être très facilement supportées par les personnes les plus sensibles et les plus impressionnables, et n'offrent aucun des dangers qui résultent, comme on sait, de l'emploi des dents à 5 fr.

Rue Saint-Honoré, 255.

— Le chocolat purgatif de DESBRIÈRE, pharmacien, rue Lepelletier, 9, purge parfaitement sans échauffer et sans irriter l'estomac ni les intestins.

Théâtres.

Spectacles de demain samedi 10 avril.

FRANÇAIS. — Les Doigts de Fée (Mme Madeleine Brohan).

OPÉRA-COMIQUE. — Quentin Durward (Faure, Jourdan, Coudrier, Mlle Boult).

ITALIENS. — Otello (Tambricchi).

ODÉON. — La Jeunesse (Fechter, Tisserant, Mme Lacressonnière).

THÉÂTRE LYRIQUE. — Les Dragons de Villars, — Richard.

VAUDEVILLE. — Le Chapitre de la Toilette, — Les Femmes terribles, — Le Code.

VARIÉTÉS. — Indiana et Chamagne, — la Canaille, — les Laitiers.

GYMNASE. — Le Fils naturel (Geoffroy, Dupuis, Mlle Rose Chéri).

PALAI ROYAL. — Hermione, — le Hannebon, — le Clou, — Mlle mon Frère.

PORTE-SAINT-MARTIN. — Représentation extraordinaire.

GAITÉ. — Germaine (Lacressonnière, Lafont, Mme Doche).

AMBIGU. — Le Mariage du Cour (Lafontaine, Castellano, Berret, Mlle Page, Lemerle).

CIRQUE IMPÉRIAL. — Tartarot (Vollet, Lebel, Dupuis, Williams, Mlle Joséphine, Renée).

BOUFFES PARISIENS. — Les Dames de la Halle, — Maître Bâton, — Bataclan.

FOLIES DRAMATIQUES. — Les Orphelines, — le Paillason, — le Forc-Epic.

FOLIES NOUVELLES. — La Peau, — Ouyayé, — la Pacha, — Pierrot.

CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres. ROBERT HODDIN, boul. des Italiens, 8, — Magie. CONCERTS DE PARIS. — T^{rs} les soirs, de 8 à 11 h.

PORT-SAINT-MARTIN. — Ce soir, à bénéfice d'un artiste, représentation extraordinaire à laquelle concourront les principaux artistes de Paris. — Très prochainement, les Mères repenties, drame en quatre actes, et un ballet de M. Théophile Gautier.

GAITÉ. — Ce soir, 7^e représentation de *Germaine*, drame en cinq actes, tiré du célèbre roman de M. About. Lafont (du Vaudeville) a été engagé exceptionnellement pour créer le rôle du vieux Duc. Mme Doche jouera Mme Kermidy, M. Lacressonnière le comte, Mlle Augusta Germaine.

BOUFFES PARISIENS. — Ce soir, 36^e représentation de *Mesdames de la Halle*, grande bouffonnerie dramatique en un acte, de MM. Armand Lapointe et Jacques Offenbach, qui vient d'obtenir un succès qui promet d'être plus que centenaire. On commencera par les Pantins de Viollette ; on finira par Bataclan.

CIRQUE NAPOLÉON. — Aujourd'hui, pour l'une des dernières fois, le Coup de Canon tiré sur l'épaulé de M. Rousselle, la clôture de ses représentations étant irrévocablement fixée au 15 courant.

PASSE-TEMPS. — Depuis que ce charmant spectacle a adjoint à son prestigieux ordinaire les exercices de M. Mazandier, de l'Homme à la Poupée et le Némora (voyage autour du monde), la salle du passage Jouffroy ne désamplit pas.

Faillites. — Paris, 8 avril 1858.

John Kooper, négociant en vins, rue Neuve-de-Luxembourg, 21. — J. c. M. Masson ; s. p. M. Sommaire, rue du Faubourg-Saint-Denis, 76.

Beaujot (Louis-Amédée), fabricant de chaux hydraulique, à Montreuil-sous-Bois, rue de Vincennes, 44. — J. c. M. Blanc ; s. p. M. Devin, rue de l'Écluse, 12.

Bellan (François-Eugène), fabricant de passeries militaires, rue Vieille-du-Temple, 58. — J. c. M. Gaillard ; s. p. M. Henrionnet, rue Cadet, 13.

Lemaire (Louis), maître carrier, rue de Flandres, 21, à la Villette. — J. c. M. Gaillard ; s. p. M. Pizanski, rue Saint-Antoine, 32.

Fleurot (Charles), boulanger, rue Cardinet, 6, à Batignolles. — J. c. M. Victor Masson ; s. p. M. Trille, rue des Moulins, 30.

Combette (Anatole), éditeur, rue de la Paroisse, 45. — J. c. M. Victor Masson ; s. p. M. Isbert, faubourg Montmartre, 54.

Baillet, négociant, à Montrouge, rue de la Gâté, 4, ci-devant et actuellement à Montrouge, rue de la Pépinière, 54. — J. c. M. Blanc ; s. p. M. Lileu, rue Saint-Apollinaire, 9.

L. E. Carlier, négociant, rue Saint-Eloi, 27. — J. c. M. Blanc ; s. p. M. Millet, rue Mazagran, 3.

Publications de Mariages.

Du 4 au 11 avril.

9^e arrondissement. — Entre : M. Gatino, rentier, rue de Lesdiguières, 19, et Mlle Fouré, sans profession, même maison.

10^e arrondissement. — Entre : M. Fouquet, propriétaire, rue du Four-Saint-Germain, 43, et Mlle Frenaux, chez ses père et mère, rue Monceau, 14. — M. Houssemain, fabricant d'accordéons, rue Saint-Marguerite-Saint-Germain, 12, et Mlle Poulin, chez ses père et mère, rue Saint-Marguerite-Saint-Antoine, 15. — M. Fradin, propriétaire, rue Odéon, 23, et Mlle Mazure, chez son père, rue de Rennes, 2. — Tavermeier, artiste de théâtre, rue Guénégaud, 23. — M. Voastier, marchand de vins, rue du Bac, 25, et Mlle Thibault, sans profession, à Grenelle.

Décès et Inhumations.

Du 7 avril.

M. Sandrin, 63 ans, rue Marbeuf, 42. — Mme Nicolas, 39 ans, rue de la Madeleine, 45. — M. de Maupas, 73 ans, rue Saint-Lazare, 84. — Mlle Vallet, 56 ans, boulevard Malesherbes, 4. — Mme Badin, 70 ans, rue Caumartin, 15. — M. Régnier, 93 ans, rue des Saussaies, 5. — Mme Auzas, 25 ans, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 102. — Mme veuve Model, 63 ans, rue d'Assolvi, 38. — Mme veuve Poyssat, 67 ans, passage Rivoli, 22. — M. Gamba, 59 ans, rue des Moulins, 14. — M. Benoit-Deshors, 9 ans, rue Saint-Georges, 49. — Mme veuve Boucher, 68 ans, rue de Hanovre, 5. — M. Gérard, 70 ans, rue de Trévise, 36. — Mme Legrand, 37 ans, rue de Trévise, 36. — Mme Beugnot, 38 ans, rue de Rivoli, 158. — Mlle Eyraud, 47 ans, rue Saint-Laurent, 7. — M. Barvaux, 77 ans, rue d'Angoulême, 15. — M. Gondosse, 44 ans, rue du Faubourg-du-Temple, 100. — Mme Vaillant, 65 ans, rue du Temple, 35. — Mme Meyrel, 68 ans, rue de Montreuil, 100. — M. Tourrette, 54 ans, place Royale, 17. — M. Aubert, 62 ans, rue Guillaume, 8. — Mme Tissier, 43 ans, quai Bourbon, 79. — Mme Lagrier, 34 ans, rue de Cherche-Midi, 86. — Mme Gayard, 61 ans, rue de l'École-de-Médecine, 66. — M. Perrot, 33 ans, rue Saint-Sulpice, 10. — M. Cussac, 37 ans, rue Saint-Severin, 6. — M. Daland, 55 ans, rue Maître-Albert, 4.

PAIX DE LA LIGNE D'ANNONCES : — La Presse départent : UN FRANC VINGT-CINQ CENTIMES. — La Presse consignent avec le Constitutionnel, le Journal des Débats, le Pays, le Siècle, UN FRANC.

Adjudications.

FERME EN BEAUCE.

Etude de M^{re} Duchêne, avoué à Blampes.

Vente sur licitation, le mardi 20 avril 1858, à midi, à l'audience du tribunal d'Étampes.

De la ferme du Croc, sise à Monville, canton de Méruville (station du chemin de fer d'Orléans).

Comprendant corps de ferme, bâtiments d'habitation et d'exploitation, écuries, granges, bergeries, cour avec puits, jardins.

Et 99 hectares 18 ares 92 centiares de terres labourables sises terroirs de Monville, Angerville, Méruville et circonvoisins.

Revenu jusqu'en 1861, 4,075 fr. et 33 hectolitres d'avoine à titre de faissances.

Vente d'une charge de fermiers.

Depuis 1861, par bail authentique, 5,000 fr. Mise à prix : 125,000 fr.

S'adresser à Blampes, à M^{re} Bouché, avoué poursuivant, dépositaire des titres, rue Saint-Jacques, 5.

Et à M^{re} Gibory, avoué.

GRANDE MAISON, rue Miramont, 47, à Paris, et vaste cour en partie plantée, à vendre par adjudication, sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 27 avril 1858, à midi.

Produit susceptible d'augmentation, 42,600 fr.

Mise à prix : 80,000 francs.

S'ad. à M^{re} Bérard, not. rue St-Honoré, 346.

Et à M^{re} Roquet, notaire, rue Ste-Anne, 69.

MAISON A PARIS, RUE BLANCHE, 95, nouvellement construite, à vendre, sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, par M^{re} Mocoquard, le 20 avril 1858.

Revenu brut, 12,000 fr. — Mise à prix : 130,000 fr.

S'adresser à M^{re} Godry, rue Bonaparte, 70.

Et à M^{re} Mocoquard, notaire, rue de la Paix, 5.

PROPRIÉTÉ A AUTEUIL PRÈS PARIS.

Etude de M^{re} Lacomme, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 60, successeur de M^{re} Gland.

Vente au Palais-de-Justice à Paris, le samedi 17 avril 1858, à deux heures de relevée, en un seul lot.

D'une grande Propriété sise à Auteuil, près Paris, place Sainte-Geneviève, 4.

Mise à prix, 600,000 francs.

S'adresser pour les renseignements : 1^{er} Audit M^{re} Lacomme ; 2^e M^{re} Des Elges, à Auteuil, rue de la Fontaine, 131 ; 3^e M^{re} Ad. au, avoué à Paris, rue de Rivoli, 110.

Et à M^{re} Desprez, Vassal et Sebert, notaires à Paris.

TERRAIN A PARIS.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, le 11 mai 1858 (sur une seule enchère).

D'un Terrain à Paris, rue de Turin, 8, quartier de l'Europe, entouré de murs, contenant 4/4 mètres.

Mise à prix : 40,000 francs.

S'adresser à M^{re} Charbon, notaire à Paris, rue Saint-Honoré, 175.

MAISON Rue de Noyers, 9, A PARIS, à vendre, même sur une enchère, en la chambre des notaires, le 20 avril 1858.

Produit, 3,053 fr. — Mise à prix : 25,000 fr.

S'ad. à M^{re} DEMARCA, notaire, r. de Condé, 5, e.

BAIL par adjudication pour 21 ans, du 1^{er} avril 1858, courant, en l'étude de M^{re} FOURNIER, notaire à la Chapelle-Saint-Denis, le jeudi 12 avril 1858, à midi.

D'un Terrain de 973 mètres, à Paris, rue Corbeil, 5 et 7, en deux lots.

Mise à prix pour chaque lot : 1,500 fr. par an.

S'adresser à M^{re} Fournier, notaire à la Chapelle-Saint-Denis, Grande-Rue, 32.

OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ.

Vente d'une collection d'objets d'art et de curiosité des X^e, XV^e et XVII^e siècles, provenant du cabinet d'un amateur.

Verres de Venise et de Bohême, faïences diverses, grès de Flandre, bois sculpté, pendules et horloges ; meubles parmi lesquels on remarque une armoire à deux corps, style Louis XV, en Goujon, glaces anciennes, armes du XVI^e siècle et objets divers.

Hôtel des commissaires-priseurs, à Paris, rue Drouot, 5, salle n^o 2.

Le lundi 12 avril 1858, à 4 heures précises.

Exposition publique le dimanche 14 avril 1858, de midi à 5 heures.

M^{re} DELBECQ-ROBERT, commissaire-priseur, rue de Provence, 8, assisté de M. Mannheim, expert, rue de la Paix, 40, chez lesquels se distribue le catalogue.

SUCCESION DE M^{lle} RACHEL DEUXIÈME PARTIE.

ORFÈVRES, OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ, bijoux, objets divers et vins fins, dépendant de la succession de M^{lle} RACHEL, à vendre aux enchères publiques.

Place Royale, 9, à Paris.

Les vendredis 16 et samedis 17 avril 1858, à midi, par le ministère de M^{re} VAYAT DU TILLY, commissaire-priseur, à Paris, rue de Grammont, 16, et rue de l'Université, 46, près des Tuileries.

Exposition publique spéciale le jeudi 15 avril 1858, de midi à 5 heures.

Le catalogue se trouve à Paris, chez M^{re} Hayen du Tilly, commissaire-priseur, rue du Bac, 26 ; M^{re} Le Monnier, notaire, rue de Grammont, 16 ; M^{re} Delaport, notaire, rue de la Chaussée d'Antin, 68.

VENTE DE TABLEAUX ANCIENS composant la collection de feu mademoiselle L. F. Brugnans, à Leyde, le 26 avril 1858, par le ministère du notaire H. ORENZ, et sous la direction de M. A. J. Lahme. — Après les tableaux on vendra des bijoux, des perles, des diamants et autres objets précieux.

Le catalogue se distribue à Paris, chez M^{re} Favart, place de la Bourse, 6.

Achats et ventes d'immeubles de gré à gré.

JOLI CHATEAU à 1/2 lieue de Paris, chapeau, murs, beau jardin, belle vue, d'une gare, revenu : baux et réserves : 19,000 fr. — M^{re} LANSAC, notaire à Toulouse.

A VENDRE ENSEMBLE OU SÉPARÉMENT.

1^{er} Charmant Parc à l'anglaise, belles eaux, 35 hectares, 3^e ferme d'été d'un revenu net de 4,800 fr., le tout à 34 kilomètres de Paris, route d'Orléans. — S'adresser à M^{re} BÉRON, notaire à Paris, 336, rue Saint-Honoré.

BELLE MAISON construite pour instruction et maison bourgeoise, rue du Rober, 52, 54, 56, avec jardin, chapelle et dépendances, convenables à tous grands établissements (superficie 2,416 mètres), à vendre ensemble ou séparément.

S'adresser à M^{re} Jausaud, Galin et Beau, notaires à Paris.

JOLIE PROPRIÉTÉ D'AGREMENT à vendre en l'étude de M^{re} CHARDON, notaire à Pont-Audon (Mayenne), située à Pont-Audon, sur les bords de la Mayenne, d'une contenance d'environ 2 hectares, dont la plus grande partie est en jardin paysager, le surplus en potager, planté de près de 500 pieds d'arbres fruitiers. Elle renferme une maison d'habitation, genre chalet, très coquette, une maison de jardinier, formant pavillon, écuries, hallier, bianderie, lavoir, kiosques, serre élégante ; un cours d'eau abondant et bien empoissonné la traverse en y formant îles et étangs, et présente l'agrément de la pêche.

Pour tous renseignements, s'adresser audit M^{re} Chardon, ou à Paris, à M^{re} Poiret, faubourg Saint-Denis, 89.

MAISONS DE CAMPAGNE à Meulan et environs, à vendre, depuis 15,000 fr. jusqu'à 50,000 fr. S'adresser à M^{re} SCHLESINGER, notaire à Meulan (Seine-et-Oise).

1^{re} LE METRE. BEAUX TERREAINS couverts d'arbres de haute futaie et taillis, situés à la porte de Lagny, près du chemin de fer de l'Est et de la Marne, à vendre, payables en 4 ans.

S'adresser à M^{re} DESROBERTS, notaire, 1, rue d'Hautecourt, et à M^{re} DUMONT, notaire à Lagny.

avis aux Actionnaires.

AVIS DE CONVOCATION.

L'assemblée générale ordinaire et annuelle de M^{re} les actionnaires de la Société d'éclairage municipal de l'Allier aura lieu, au siège de la Société, rue de Valenciennes, 30, à Paris, le dimanche 25 du courant, à une heure après-midi. Il faut être porteur de 1,000 fr. d'actions pour y assister.

GALVANISATION DU FER.

La souscription aux actions de la Société constituée pour la galvanisation du fer, ouverte chez M^{re} C. Carpentier, rue d'Angoulême-du-Temple, 52 :

G. Sureau et C^{ie}, banquiers, cité Bergère, 2, Paris, ont été chargés de la souscription.

Deux actions de capital de l'ancienne Société donnent droit à une action de la nouvelle.

Typographie et Publications diverses.

LES MYSTÈRES DE LA CHEVALERIE TONIQUE AU MOYEN-ÂGE, par E. Aroux, 4 vol. in-8. Prix : 4 fr.

Du même : LA COMÉDIE DE DANTE ILLUMINÉE A GIORNO, 2 gros vol. Prix : 46 fr.

Librairie de M^{re} Renouard, r. de Tournon, 6.

Compagnies d'Assurances.

CONSOLIDATED Compagnie anglaise, 45, Cheapside, London.

Assurances sur la vie, rentes viagères ; taux les plus avantageux, capitaux après décès, dotation des enfants. Envoyez les renseignements. S'ad. à M. Leakey, Jurisconsulte, anglais, 49, r. de Rivoli, Paris.

Cessions de Fonds. — Avis divers.

A CÉDER, 1^{er} Café brasserie, bien situé ; recettes, 30 à 40 fr. ; bénéfices, moitié, 9,500 fr. — 2^e autres Cafés de 3,000 à 250,000 fr. — M. Bontillier-Demontiers, rue Richelieu, 45.

A CÉDER dans un beau quartier, grand café ; recettes, 44 ans ; affaires, 50,000 fr. ; garantis ; bénéfice net, 10,000 fr. — M. Tiennot, avocat, rue de la Jussienne, 21, de 2 à 4 heures.

A CÉDER bon hôtel meublé, près la rue de Rivoli ; produit net, 9,000 fr. ; prix, 38,000 fr. (très beau mobilier). — M. Fortin, rue Montmartre, 146.

AVANCES SUR TITRES de rentes, pensions, obligations, achats de créances. M. Levis, r. des Prouvaires, 10, de 9 à 11 heures.

AVIS AUX FAMILLES.

Listes des titulaires de 20,000 (vingt mille) anciennes rentes, créances et reliquats de successions qu'on a pu réclamer depuis longtemps au profit d'héritiers allemands, belges, français et hollandais. — Pour obtenir des renseignements, s'adresser, par lettres affranchies, à M^{re} d'Artois, docteur en droit, avocat consultant, à Anvers (Belgique).

BEAU FONDS de lingerie, nouveautés et confection, à Marseille, Affaires, 60,000 fr. ; prix, 20,000 fr. S'adresser à M^{re} Norbert Estibal, fils, fermiers d'annonces, place de la Bourse, 13.

BELLE OCCASION. A vendre, grand hôtel restaurant et table d'hôte. Grande et très ancienne clientèle. Bon marché et facilités de paiement. S'ad. à M. Masse, rue de Provence, 10, de 2 à 5 h.

IMPRIMERIES et LIBRAIRIES à céder. — S'adresser à M. Vattier, 33, quai des Augustins, Paris.

MAISON meub. et fraîchement décorée à louer, 9 pièces, cave, citerne, jardin, à Rungis, près d'Évry, 10 min. de la station d'Ermonville. — S'ad. à M

BRILLANTINE OBERT pour l'entretien et la beauté de la barbe, suivez par l'abou et brosse, 5, r. de la Sable, 31, rue Vivienne, 5, au 1^{er}.

DENTIERS D'ARBOVILLE
à BASES MONOPLATIFORMES.
Invention brevetée pour 15 ans (s. p. d. g.).
Les seuls ongles en métal, pour les dents et les plaques d'or, platine, et les fâcheux us conveniens de l'hippopotame disparaissent complètement devant la découverte de M. D'ARBOVILLE. Ses nouveaux dentiers sont incorruptibles, doux et légers. De 10 à 4 heures, à la Cour du Helder, 1. AXTI-GUILLON, nouveau dentifrice, pour la conservation des dents, seul admis à l'Exp. univ.

D^r FOWLER, DENTISTE AMÉRICAIN, diplômé du collège de New-York, 29, boulevard des Italiens.

L'ELECTROTHERAPIE, comme je l'applique, est le moyen le plus sûr de guérir les paralysies, névralgies, rhumatismes, goîtres, kystes, tumeurs, cancers, etc. D^r Sallard de Ravclon, r. de la Victoire, 49, Paris.

LES DENTS du professeur d'Origny, médecin, sont garanties 10 ans, ne laissent rien à désirer et ne coûtent que 5 fr. Pass. Véro-Dodat, 33.

NOUVEAU VINAIGRE DE TOILETTE.
Par la finesse de son parfum, par le choix des plantes aromatiques qui en forment la base, le VINAIGRE de COSMACETI se distingue de tous les vinaigres connus. Son action douce et bienfaisante donne de la fraîcheur à la peau, et ne laisse rien à désirer. — DÉPOSÉ rue Vivienne, 53, à Paris.

1000 f. à qui l'EAU PARISIENNE ne cède point pas les laches de roussour, d'âpreté, 3 fr. et 6 fr. le lach. Adée et C^r, r. Rivoli, 37, au 1^{er}.

[illegible]